ENGLISH PAGES : 9,11,

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 42 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***30 octobre - 6 novembre 2019***

DE NOUVELLES CONSIGNES DE LUTTE CONTRE LES MANIFESTATIONS

Jovenel Moïse se prépare-t-il pour faire un massacre ?

Depuis qu'a déclenché la mobilisation citoyenne, voilà déjà plus de six semaines, que le peuple a mis le pouvoir à genoux, on n'a pas connu à l'équipe du Palais national le ton rassurant qu'il montre, par l'organe du ministre de l'Intérieur a.i. de Jovenel Moïse, Agénor Cadet. Des rumeurs faisaient état d'une nouvelle stratégie mise en place par l'équipe *Tèt Kale* dirigée par Nèg Bannann nan appuyée par des mercenaires dotés d'armes et de munitions fraîchement arrivés et ayant à leur disposition des véhicules qui étaient longtemps en panne, mais récemment remis en condition, en vue de mener à bien cette offensive.

On rapporte, en effet, qu'Agénor Cadet, lors d'une récente réunion tenue avec les irréductibles de l'équipe de Jovenel Moïse, a avisé tout le monde de transmettre ce nouveau message à tous ceux qui s'étaient laissés intimider, au cours de ces dernières semaines. À partir de mercredi (3 octobre), a déclaré le ministre de l'Intérieur a.i. Cadet : « *La population pourra vaquer librement à ses à ses occupations* ». Il devait ajouter cette phrase : « *L'impunité sera combattue avec la dernière rigueur* ».

Une bonne recette pour mater l'opposition

Pierre Josué Agénor Cadet.

C'est Abellard Morin, le directeur général de Radio Zénith FM, à Port-au-Prince, qui a trouvé le pot aux roses. Et il n'a pas tardé à exposer les faits. Selon M. Morin, Jovenel Moïse a investi des millions, ces derniers jours, pour se donner les moyens de sa stratégie musclée. Voici la liste : 700 millions de gourdes, qui seront distribuées à 1 200 policiers qui avaient été expulsés de l'institution pour traf-

Suite en page 2

LA MOBILISATION ANTI-MOÏSE PLUS INTENSE QUE JAMAIS

Port-au-Prince se vide : 60 autobus bloqués à la frontière

Des manifestants armés ripostent à la Police....

La stratégie sur la quelle comptait Jovenel Moïse pour avoir raison de la mobilisation populaire, déclenchée depuis déjà plus de six semaines, a échoué. Loin de se lasser ou d'être vaincus par l'usure, les manifestants affichent une endurance et une agressivité dont le président décrié était loin de se douter. Non seulement la foule qui descend dans la rue est gigantesque, le phénomène «*pays lock* » a pris M. Moïse et son équipe de court, les Port-au-Princiens se trouvent confrontés à une crise humanitaire rendant impossible aux familles de s'approvisionner en provisions alimentaires et en autres nécessités comestibles. À tel enseigne que, par milliers, les personnes tentent de quitter la capitale pour traverser la frontière, en route pour la République dominicaine.

En effet, chaque jour qui passe attire plus de gens dans les rues. Après bientôt huit semaines de manifestation non stop, la famine s'installe peu à peu. Les transporteurs et les bateaux, dans l'impossibilité de faire aboutir les denrées vers la capitale, soit par terre ou par mer, les supermarchés ne peuvent se renflouer, les marchés non plus, les activistes faisant le tour de ces entreprises afin de faire rentrer les clients de celles-ci chez eux.

De cette manière, les ménages ne peuvent plus nourrir leurs familles. D'autant plus que, d'ores et déjà, la capitale fait l'expérience de rareté de toutes sortes de produits, notamment l'eau

Suite en page 2

OFFENSIVE ANTI-CORRUPTION AU SEIN LA PNH

L'ex-inspecteur Frantz Georges dans les filets de la justice américaine;L'ancien DG Michael Gédéon attend son tour...

Commissaire Jean Miguélite Maxime.

L'ex-inspecteur général Frantz Georges.

Moins de trois mois depuis qu'il a pris les commandes, à la direction générale de la Police nationale d'Haïti, Normil Rameau a lancé une offensive contre le trafic de stupéfiants au sein de l'institution, en attendant d'étendre aussi cette lutte contre la corruption. Il vient ainsi de lancer une initiative qu'il n'avait pu faire aboutir, l'année dernière, suite à son transfert inopiné, en septembre 2018, comme attaché de Police, à Santo Domingo, mais nommé plutôt au même titre à

Suite en page 4

HAPPENINGS!

The crisis intensifies in Haiti as some Police Officers demonstrators against President Moïse

Police demonstrating in Port-au-Prince on Sunday.

Last Sunday (October 27), the widespread protest against President Jovenel Moïse surpassed in numbers those that took place in Port-au-Prince during two previous Sundays. It was also more ominous because Policemen/ women, accompanied by their spouses, relatives and friends, joined the movement on a day that de-

Continued on page 9

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 2

DE NOUVELLES CONSIGNES DE LUTTE CONTRE LES MANIFESTATIONS

Jovenel Moïse se prépare-t-il pour faire un massacre ?

Suite de la page 1

ic de drogue et condamnés pour d'autres crimes qui ne conviennent au comportement d'un policier. Les mercenaires étrangers introduits sur le territoire national doivent recevoir la somme de USD 350 000 $. Il sont, dit-on, au nombre d'une cinquantaine.

Selon les mêmes révélations qu'a faites Abellard Morin, Jovenel Moïse et ses hommes auraient importé 350 Galil dont seront armés ces mêmes policiers remis en uniforme.

Par ailleurs, le directeur général de Radio Zénith a précisé que 45 véhicules, acquis sous René Préval et tombés en état de délabrement, qui étaient définitivement retraités, ont été reconditionnés pour être mis à la disposition de ces anciens policiers dévoyés.

Le rôle assigné à ces mercenaires et aux criminels réhabilités, en sus d'être remis en uniforme, consistera à démanteler les barricades. Au cours de ces derniers jours, les policiers ont essayé de démolir les barricades, mais ils ont essuyé des tirs de manifestants refusant de les laisser faire. Ils n'avaient d'autre choix que de se retirer avec leurs queues entre leurs pattes.

Un ultime effort pour s'imposer

De toute évidence, Jovenel Moïse a fait piètre figure, face à l'opposition. Il n'a pas su relever le défi que lui avait lancé les diplomates les plus influents regroupés au sein du CORE Group. Ces derniers, apprend-on de source autorité, lui avait dit de s'imposer en tant que leader, c'est-à-dire de prouver qu'il peut imposer sa volonté. Mais il n'avait jamais pu le faire. Et il semble qu'une nouvelle échéance lui ait été donnée pour le faire. On laisse croire que les mêmes diplomates qui ont l'habitude de s'impliquer dans les affaires du pays, de manière indécente, auraient dit à Jovenel Moïse qu'il aurait « *jusqu'à mercredi* » pour le faire. Autrement, leurs gouvernements cesseraient d'appuyer le sien.

Si Moïse a vraiment pris les dispositions pour reprendre ses droits, le changement que semble prôner Agénor Cadet va devoir se manifester dès demain. Cela veut dire aussi que dès demain Jovenel va devoir montrer qu'il est capable de contrôler la situation.

LA MOBILISATION ANTI-MOÏSE PLUS INTENSE QUE JAMAIS

Port-au-Prince se vide : 60 autobus bloqués à la frontière

Des manifestants armés ripostent à la Police....

Suite de la page 1

u potable, l'hydrocarbure saturé (propane). Mais, pire encore, la crise de gazoline arrive à grands pas. Car une source proche des distributeurs de produits pétroliers a mis en garde contre la prochaine rareté d'essence. On affirme que le stock disponible ne durera pas au-delà de trois jours.

Port-au-Prince se vide de ses résidents

Si les Port-au-Princiens avaient les possibilités, presque tous quitteraient la ville rendue invivable par la mobilisation anti-Jovenel Moïse. Le spectacle constaté à la frontière haïtiano-dominicaine donne une bonne idée de la situation.

En effet, à Malpasse, se trouvaient 60 autobus dont les de passagers attendaient pour remplir les formalités d'immigration de routine, en vue de traverser en République dominicaine. Selon des témoignages recueillis sur place, la cherté de la vie, exacerbée par la crise, qui s'est abattue sur le pays depuis déjà plus d'un an, mais cruellement renforcée, ces dernières semaines, il vaut mieux s'expatrier. Nombreux parmi ces passagers ont précisé que, au rythme que va la vie, à la capitale, cela coûte moins cher de passer le temps de l'autre côté de la frontière. Même s'il faut séjourner à Santo Domingo.

Le personnel de l'immigration dominicaine est totalement débordé par cette affluence, car les autorités n'ont pas l'habitude d'accueillir tant de visiteurs en si peu de temps. Alors qu'ils continuent d'arriver. Selon une source de cette institution dominicaine, basée à Jimani, la file d'autobus qui s'étirait jusque très loin à Ganthier continuait à s'allonger.

A la capitale dominicaine, les autorités ont informé que le phénomène observé à Malpasse est à peu près semblable à celui constaté à Santo Domingo, bien que les arrivées soient moins intimidantes. Car le nombre de passagers qui arrivent à la capitale, ces derniers jours, sont de loin plus nombreux que ceux qui débarquent en période normale.

On rapporte également que les vols de Port-au-Prince et de Cap-Haïtien vers l'étranger sont complètement remplis à l'aller. Ces jours-ci, les vols arrivent quasiment vides et font le voyage en sens inverse bondés de passagers.

Les manifestants se radicalisent à travers le pays

Tant la mobilisation anti-Moïse s'intensifie et que le nombre grandit en nombre, plus les militants se radicalisent. L'obstination du résident du Palais à passer outre aux revendication du peuple incitent ces derniers à serrer l'étau encore plus autour de M. Moïse qui pensent toujours qu'avec le temps les manifestants finiront par être laminés par l'usure et abandonneront leur mouvement. Mais l'allure des événements ne donnent pas l'impression qu'ils vont lâcher prise. Les événements de ces derniers jours parlent différemment.

En effet, depuis quelques jours, pour avoir essuyer les gaz lacrymogènes, les balles en caoutchouc et même à balles réelles faisant des dizaines de morts, à la capitale et dans les villes de province. Aussi les manifestants avaient-il prévenu la Police qu'ils allaient finir par rendre la pareille aux agents de l'ordre. La semaine dernière, aux Gonaïves, ils sont passés du geste à la parole. Dans le quartier de Raboteau, des barricades étaient dressées. Une patrouille mobile de la PNH arriva sur les lieux et commençaient à prendre des dispositions pour démolir la barricade. Sans hésiter, ils ouvrirent feu sur les policiers. Ces derniers prirent leurs jambes à leur cou et disparurent. Ils ont promis de faire le même geste si les policiers se proposent de récidiver.

Deux incidents semblables ont été enregistrés à la capitale. Dans le premier cas, arrivé à hauteur de Pétion-Ville, un manifestant est abattu par un homme qui se trouvaient à distance. Une foule de protestataires s'est lancée après lui et l'ont rattrapé. Immédiatement ils se mirent à le lapider jusqu'à le tuer. Après quoi ils ont mis le feu au cadavre.

Auparavant, au bidonville de La Saline, des policiers arrivèrent pour démanteler une barricade. Ils ont tiré pour disperser ceux qui montaient la garde autour de la barricade. Mais au lieu de prendre la fuite, ils ont ouvert le feu sur les policiers. Sans vouloir déclencher des hostilités incontrôlables, ils ont vidé les lieux immédiatement.

Cette radicalisation des manifestants est observée un peu partout, à travers le pays. Aujourd'hui, à Petit-Goâve, le bureau de la Direction générale des impôts (DGI) a été incendié, de même que le tribunal de paix, dont les documents ont été mis à sac. Auparavant, d'autres dégâts ont été causés, y compris l'incendie d'une station de radio appartenant au parlementaire élu sous la bannière du PHTK.

À Port-au-Prince, au moins deux restaurants ont été incendiés. Leurs propriétaires n'ont pas été identifiés. On rapporte les protestataires dans la ville des Cayes, dans le sud, ont passé « *une vitesse supérieure* » Même chose pour Jacmel, dans le sud-est.

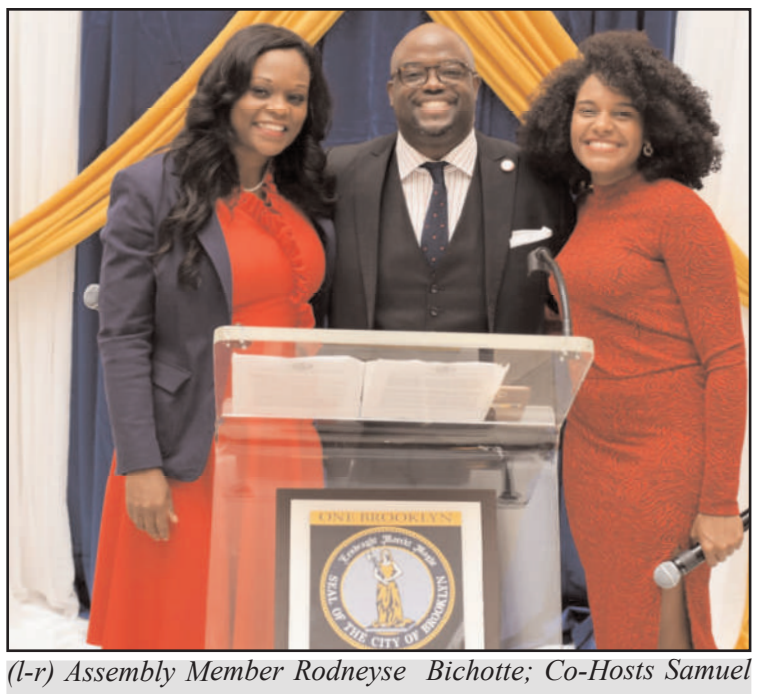
Au Cap-Haïiten, dans le nord, l'heure de la violence a sonné. Dans la métropole du nord, aussi bien que dans d'autres régions du pays, les manifestants revendiquent leur droit de manifester pacifiquement. Si les forces de l'ordre estiment devoir les « *brutaliser* » Police, ils donneront une réplique en bonne due forme, ont-ils déclaré sans ambages.

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 3

UNITY FOR QUISQUEYA

A celebration of Haitian-Dominican heritage at Brooklyn Borough Hall

BROOKLYN, NY , Special to H-O — Hundreds gathered at Brooklyn Borough Hall, a beacon of unity, for **Quisqueya: A Celebration of Haitian and Dominican Heritage** on Friday.



(l-r) Assembly Member Rodneyse Bichotte; Co-Hosts Samuel M. Pierre & Paola Martinez.

The first-of-its-kind event was hosted by Brooklyn council members Rafael L. Espinal, Jr.; Farah N. Louis; and Antonio Reynoso to highlight the similarities in the cultural Diasporas, honor their legacies and global contributions while encouraging the preservation of diplomatic relations between the Republic of Haiti and the Dominican Republic to unify both communities.

Dominicans Love Haitians Movement.

"Quisqueya is a celebration of two countries and two cultures that share one island. Even though there's a troubled history, here in New York City we've seen what's possible when we act united. We forge unity from our diversity, and sustain that unity even in times of hardship. I'm proud to come together with my colleagues Council Member Farah Louis and Council Member Antonio Reynoso to lead this celebration and to honor outstanding members of our community. Together, as leaders in New York City, we can't forget the problems of our home countries, but we have a responsibility to come together in spaces like this to celebrate what we have achieved, and strengthen our kinship with one another. The change we make in our city, the pride we bring to our culture, all of this is in our hands no matter what the politics are at home. If we stay true to this, then we will continue to stand as examples of true unity," said **Council Member Rafael L. Espinal, Jr.**

Grupo Folklorico Naiboa.

"Before colonialism, revolutions, and declarations of independence, there was Quisqueya. As compatriots and descendants of this land, we are forever bound together by our history. No border should ever divide what was once united. We are one people, one island, One Brooklyn. This joint celebration alongside my colleagues, Council Members Rafael L. Espinal, Jr. and Antonio Reynoso, is a historic step forward to reunite the eastern and western sides of an island that will be stronger together. This event was not just a celebration, but the start of a conversation that I hope will bring forth ideas and solutions to help resolve conflicts in Brooklyn and on the island, " said **Council Member Farah N. Louis** .

"I am proud to co-host "Quisqueya: A Celebration of Haitian and Dominican Heritage" alongside my colleagues, Council Members Farah Louis and Rafael Espinal Jr.," said **Council Member Antonio Reynoso** . "This evening's event pays homage to the Dominican and Haitian cultures and recognizes their shared roots on the island of Hispaniola. It is my pleasure to honor Gregory E Louis, a community lawyer with Communities Resist whose parents hail from Haiti, and Raul King, a dedicated public servant with roots in the Dominican Republic, for their contributions to the Haitian and Dominican communities. I look forward to more opportunities to help bridge cultures within Brooklyn and throughout New York City."

The Dominican Republic and Haiti are among the top ten countries of birth for the 3.1 million foreign-born New York City residents whose cultural footprint and contributions undeniable. From community organizing and advocacy to diplomacy, the five honorees have been catalysts for change - both locally and gl obally. They were **Genesis Aquino,** a *human rights activist and community organizer* ; *diplomat* **Raymond A. Joseph**; **Gregory Louis, Esq.** , *a community lawyer* ; **Raul King** , *a community advocate* ; and the late **New York State Senator José R. Peralta** who championed the NYS DREAM Act. Each honoree was presented with a New York City Council proclamation in recognition of their extraordinary work in public service, outstanding leadership and contributions to the Haitian and Dominican diasporas.

"I am thankful to those who recognized my contribution in the struggle for democracy and unity in the two Republics that share Quisqueya or Haiti, Land of Mountains, as the original Ta ï no people called it. Having been born in the Dominican Republic and raised in Haiti from the time that I was eight years old, I feel honored to be recognized by

American Council members

(l-r) Council Members Rafael L. Espinal, Jr.; Farah N. Louis; and Antonio Reynos

of both Dominican and Haitian ancestry, a testimonial to those in our motherlands that "In Unity there's Strength," as expressed in a Haitian motto which goes along with "Liberty, Equality, and Fraternity," said **Raymond A. Joseph.**

"It is imperative to dismantle the myths of 'race' that have been instituted and internalized as hard-core values and beliefs that continue to perpetuate hate and separate people be creating "others" who are subsequently used as scapegoats and seen as less than human. The movement is to celebrate our commonalities while we honour our differences,

it is the only way for all of us to heal from these systems of superiority and oppression," said **Clarivel Ruiz, Founder of Dominicans Love Haitians Movement.**

(lto r) Samuel Pierre,Council Member Antonio Reynoso; Evelyn Peralta; Assembly Member Rodneyse Bichotte; Cluncil Member Farah N. Louis; Paola Martinez; Council Member Rafael L Espinal, Jr.; Genesis Aquino; Raul King; Raymond A. Joseph; and Gregory Louis, Esq.

"We were honored to host the inaugural Quisqueya celebration at the People's House, honoring Dominican and Haitian heritage and the close ties between the two cultures. Since I took office as borough president, I have endeavored to forge bonds between communities, highlighting what unites us while celebrating our differences. Quisqueya is very much in keeping with our mission to create One Brooklyn, and I thank Council Members Louis, Espinal, Reynoso, and others for their steadfast partnership," said **Brooklyn Borough President Eric L. Adams** .

Haitian American Law Enforcement Fraternal Organization (HALEFO.)

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 4

OFFENSIVE ANTI-CORRUPTION AU SEIN LA PNH

L'ex-inspecteur Frantz Georges dans les filets de la justice américaine;L'ancien DG Michael Gédéon attend son tour...

Suite de la page 1

Washington, grâce à l'intervention de ses mentors américains. La situation est telle que, présentement, Michael Gédéon ne peut plus dormir aux poings fermés.

En effet, depuis plusieurs semaines, le commissaire Frantz Georges ne se présente pas à son bureau, car il aurait été transféré par des marshals fédéraux, à Miami, en Floride, où il serait, apprend-on de sources dignes de foi, sous le coup d'une inculpation pour trafic de drogue. C'est le fait qu'a confirmé, samedi dernier (26 octobre) Michel-Ange Louis-Jeune, porte-parole de l'institution policière, précisant que M. Georges a été limogé pour son rôle présumé dans le « *trafic illicite de stupéfiants* ». Ce dernier a précisé, en outre, que cette décision a été prise suite à une enquête menée conjointement par la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) et l'Inspection générale de la Police centrale (IGPNH).

L'enquête menée sur les activités criminelles de M. Georges l'a lié étroitement à la pègre haïtienne. Car, dans le cadre de son interrogatoire, on apprend qu'il aurait révélé le rôle de tueur à gage qu'il aurait joué pour le compte de ce monde. Il est accusé d'avoir assassiné l'inspecteur Dominique Jacques. Le cadavre de ce dernier avait été retrouvé à Léogâne (département de l'Ouest), non loin de pont Brache. La victime devait servir de témoin accusateur contre l'homme d'affaires Stanley Handal, dans l'affaire du kidnapping de Génélus Nathanaël, en août 2005. Mais le juge Jean Pérez Paul, président de l'Association nationale des magistrats haïtiens (ANAMAH), rendit un jugement au terme duquel Handal fut libéré le 9 décembre 2015. Un employé de la succursale de la Unibank, à Damien, la victime était impliqué dans des activités illégales, au détriment de cette institution bancaire. Il recevait de fortes sommes d'argent de Handal qu'il échangeait en gros billets. L'enquête menée par la DCPG sur Stanley Handal devait révéler que la dernière somme confiée à Génélus par celui-là était de USD 400 000 $. Parti avec le commissaire divisionnaire Carlo Lochard, sous prétexte qu'il était mis aux arrêts, Nathanaël Gélélus ne fut jamais retourné à sa famille. Dans le rapport de la DCPJ, qui était signé par le directeur, le commissaire Michael V. Lucius, est évoquée l'origine des USD 400 000 $ qui avaient été confiés à Génélus.

Toutefois, des informations de première main émanant de sources proches de la Direction générale ont laissé entendre que Frantz Georges aurait été livré aux autorités judiciaires américaines, voilà déjà au moins six semaines, suite à une enquête qui s'est étirée sur plus d'un an. Bien que les détails relatifs aux faits reprochés à l'ancien inspecteur général ne soient pas encore connus, il semble qu'il ait fait des aveux aux enquêteurs américains impliquant l'ex-directeur général de la PNH Michael Gédéon.

L'enquête menée sur Frantz Georges lie l'ex-DG à ses activités mafieuses

Chef de la Direction centrale de la Police judiciaire, Normil Rameau avait, en 2018, lancé une enquête sur Frantz Georges, alors directeur central de la Police administrative et chef des services de renseignement de l'institution policière. Les informations trouvées sur Georges mirent à l'évidence son implication dans le trafic de stupéfiants. Aussi bien que dans d'autres activités illégales : détournement de cartes de débit destinées aux policiers relevant de différents commissariats; ainsi que le détournement de l'essence allouée à la PNH en moyennant les fiches permettant aux policiers de faire l'acquisition de la gazoline. L'enquête en question avait permis d'établir que le directeur général était intimement lié aux activités mafieuses imputées à Frantz Georges. Ce dernier avait constitué un réseau composé de Jean Miguelite Maximé, chef de cabinet du directeur général de la PNH, aussi bien que de Sony Noëlsaint, alors chef de la Direction centrale administrative (DCA).

Ayant constaté les faits liant

L'ex-DG de la PNH Michael Gédéon.

le directeur général à Frants Georges et à son équipe, M. Rameau avait pris la décision de convoquer les quatre hauts gradés de la PNH, en vue d'une confrontation des faits. Mais il n'allait pas pouvoir entériner cette décision, ayant été déplacé de la direction de la DCPJ pour être envoyé comme attaché de Police à Santo Domingo, en République dominicaine. Ce transfert n'allait pas se concrétiser non plus. Car les protecteurs américains de Normil Rameau au sein des organismes responsables du maintien de l'ordre firent jouer leur influence auprès des autorités haïtiennes qu'il fût placé de préférence à Washington. Là, les mêmes influences furent jouées pour qu'il soit enrôlé dans un cours de formation des techniques d'investigation du Federal Bureau of Investigation (FBI).

Des révélations de Frantz Georges concernant l'ex-DG de la PNH

Avec les Américains accélérant l'enquête entamée sur Frantz Georges, celle-ci est poussée jusqu'à sa conclusion logique. Aussi des révélations accablantes ont-elles été faites au sujet de l'ex-directeur général Michael Gédéon. Les faits exposés auraient porté à conclure que ce dernier aurait participé à une vaste opération de corruption au détriment de la PNH, notamment en favorisant le détournement de l'essence attribuée pour le fonctionnement de l'institution. Ainsi que d'autres activités jugées illégales et criminelles. Grâce à des individus jouant le rôle d'intermédiaires, apprend-on, des fiches d'essence sont vendues au rabais.

L'enquête lancée sur Frantz Georges a mené sur d'autres pistes par rapport à l'ancien directeur général de la PNH profitant de la fonction qu'il occupait pour donner dans le népotisme. Car on a découvert qu'il a octroyé des contrats de l'institution à sa sœur qui séjourne en Floride.

Les enquêteurs s'interrogent sur les acquisitions effectuées par Gédéon, notamment les maisons qu'il s'est achetées récemment.

En effet, l'enquête a révélé qu'il s'est fait construire une maison valant plus d'un million de dollars à Taraze (dans les hauteurs de Boutilliers) qui fait de lui le voisin de l'ex-président intérimaire Jocelerme Privert. Il s'est acheté également une maison dans une communauté fermée située à Coral Springs, en Floride, évaluée à USD 500 mille $. Il possédait déjà un appartement dans ce même village, on ne sait pas s'il a dû le vendre pour faire l'acquisition de cette maison. De même, faut-il croire qu'il a vendu la maison qu'il possédait quand il a été nommé directeur général de la PNH avant d'acquérir la maison de Taraze ? Les enquêteurs ont encore du pain sur la planche, car il faut établir comment, en si peu de temps, Michael Gédéon a pu amasser plus d'un million $ US pour acheter ces biens immobiliers de grande valeur. Reste à savoir à combien s'élève l'emprunt-logement qui lui aurait permis d'acheter ces maisons, si jamais des prêts étaient nécessaires ?

De toute évidence, si les faits se confirment liant vraiment Michael Gédéon à Frantz Georges, qui faisait partie du réseau de malfaiteurs auquel appartenait le commissaire dévoyé Carlo Lochard, qui se référait à Stanley Handal lui-même comme son «*patron* », il se retrouverait en très mauvaise compagnie. Il semble que le dossier Frantz Georges mette l'affaire Stanley Handan-Nathanël-Génélus sous un nouvel éclairage. Surtout que le rapport de la DCPJ daté du 30 août 2005 expose l'évolution de ce crime dans leurs moindres détails les faits relatifs aux activités entourant le kidnapping de M. Génélus. À partir du dossier Frantz Georges, il y a lieu de revisiter le cas du kidnapping de Nathanaël Génélus, histoire d'éclaircir les zones d'ombre et parvenir à faire jaillir toute la vérité.

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

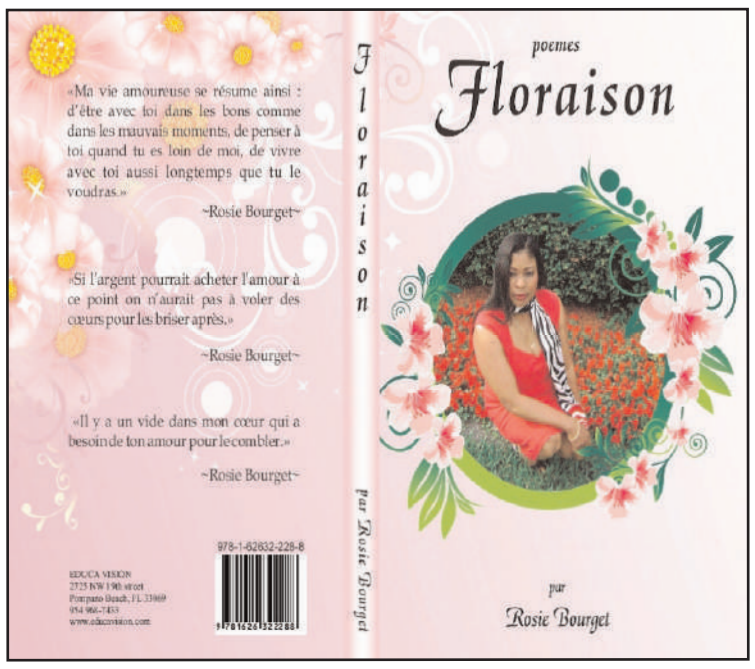
Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

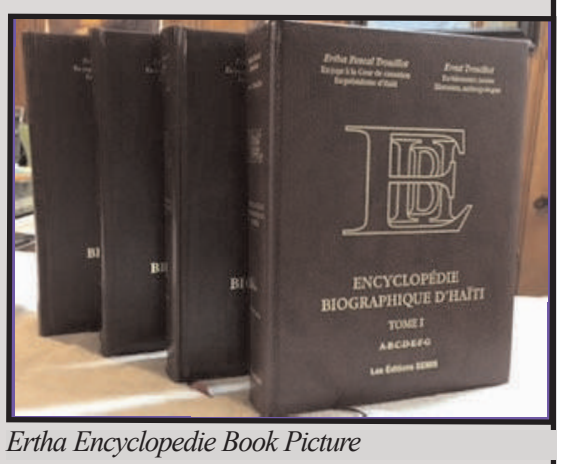
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Demagoji pa sifi, se aksyon ki konte !

Depi madi, 15 oktòb ki sot pase a, sanble Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) ta konvèti. Pou mounn nan legliz pwotestan sitou, yo konn sa sa vle di lè youn mounn konvèti. Li konfese peche l, tout move mès li te genyen, epi li mande le Seyè pou pran la vi l fè l vin tounen youn lòt mounn k ap sèvi Gran Mèt la san mele ! Men jan bagay yo sanse ap fèt la, nou ta ka di « *preyidan* » an rantre nan fè demagoji, pa gen okenn chanjman vre. Mouche Moyiz, ki konprann li annafè ak youn bann egare, te fè youn pale nan reinyon li te gen ak laprès nan dat 15 oktòb la, nan Palè, kote l te di se pa li ki responsab tout briganday k ap fèt nan peyi a ki lakòz Ayiti nan eta mizè li ye a. Tou sa n ap sibi depi gouvènman Tèt Kale a, osnon Kale Tèt la, ap opere a se « **Sistèm** » nan ki responsab. Epi lè l ap eseye pete tout mounn, li ajoute an franse, « *Suivez mon regard !* » Youn fason pou l di, nou konn de kilès m ap pale.

Depi w tande swa-dizan prezidan youn peyi ap pale an daki, nou pa ka fè l konfyans. Sitou lè n konnen se **Sistèm** nan ki te depanse gwo kòb pou mete l kote l ye a. E se gwo mesye nan **Sitèm** nan ki te premye benefisye osito l te monte opouvwa. Pinga vin di m nou pa konprann sa m ap di a. Enben m ap fè n sonje youn gwo mouvman prezidan an te lanse tou suit apre l te fin prete sèma, se te « *La Caravanne du changement !* » Se gwo chanjman ki te pral genyen. Gen anpil mounn ki te pran nan blòf la, paske yo te wè anpil mouvman ki t ap fèt. Men, ann gade premye rezilta yo.

Pou « *Karavàn* » nan te demare li te bezwen anpil ekipman. Apa de plizyè machin yo te achte pou manm « *Karavàn* » nan te vwayaje alèz, te gen gwo ekipman ki t achte pou travay ki te pral fèt toupaou nan peyi a. Elektrisite 24trè, 7 jou la semèn nan 24 mwa, manje nan tout asyèt, bon jan wout asfalte ak ti kras kòb, anfen anfen ! Pou sa te fèt, prezidan an te bezwen gwo traktè, bouldozè, elatriye. Kòm se pa ann Ayiti yo fè tout ekipman sa yo, se gran Nèg ki gen franchiz nan ladwann ki te plase kòmann yo aletranje pou prezidan an. Mwen p ap nonmen non pèsonn, men asireman nou konnen se pa pitit Sò Yèt yo ki te jwenn tout kontra yo pou « *Karavàn* » nan te ka dekole jan sa dwa. **Mèsi Sistèm !**

Jovnèl pa ka kite peyi a, li pa gen okenn kote pou l ale. Matin bare an Ayiti, Jovnel pa vle l pati.

Epi prezidan an fè youn demagoji, li parèt nan Latibonit, nan Sid, e 2 twa lòt kote, anpil mouvman, men san prèske anyen pa regle vre. Epi « Karavàan » tonbe an pàn. Jouk kounnye a, pàn pa janm leve. Men gwo zotobre nan **Sistèm** nan gen tan rantre lajan yo te depanse nan kanpay prezidansyèl *Nèg Bannann nan,* ak anpil lòt benefis. Donk, tout pwomès kandida a te fè nan kanpay la se te blòf. Paske « *mounn yo, solèy la, dlo a* », tout la kòm oparavan, men nou pa wè tou sa l te di li te pral realize a, dekwa pou tout mounn te gen manje nan asyèt yo. Men mesye **Sistèm** yo — e li menm tou ki rantre nan **Sistem** nan — ap byen mennen. Gade kijan l gen tan milti-milyonnè sou 33 mwa opouvwa !

Al chache konnen nan konbyen ministè prezidan an te pase ranmase lajan ki te nan bidjè pou fè lòt travay ki te deja apwouve ! Devan prezidan, tout mounn bese tèt e fè le nesesè. Se konsa sou do « *Karavàn* » nan, prezidan an fè tankou mesye **Sistèm** yo, si se pa plis. Paske byen souvan mesye **Sistem** yo gen asosye. Konsa, fòk yo bay rapò ak bon chif pou montre sa k te depanse e ki pwofi yo fè pou separe antre yo. Men kanta pou prezidan an, li pa gen kont pou l rann pèsonn. « ***Le président a parlé, le président a demandé. Point barre !*** »

Epi se konsa prèske tout ministè vin twouve yo nan sitiyasyon yo ye a. Anplwaye pa touche depi konbyen mwa, jiskaske minis Afè eranjè oblije pran lari, voye nòt ki parèt sou entènèt pou l mande youn ti pasyans, kwake l pa konn kilè vrèman yo pral touche. Epi se sis (6) mwa anplwaye yo te genyen depi yo pa t ko resevwa ti monnen an. Tou sa se **Sistèm** nan ki responsab, pa vre ? Asireman, je chèch la ka di, « *Apa w konprann ! Si m pa t gen pou m peye mesye* **Sistèm** *yo milyon, mwen ta gen ase pou m peye anplwaye yo !* » Antretan, avèk èd mesye-dam nan **Sistèm** nan msye jwenn fason depoze dè santèn de milyon nan bank aletranje, peye mèsenè etranje epi jwenn milyon goud pou pou kase manifestasyon, pa vre ?

Se akòz de tou sa ki fè n ap denonse demagoji nou tande sou kesyon ke gouvènman koupe tout franchiz mesye-dam nan **Sistèm** nan, paske se yo menm k ap pezesouse peyi a. Okontrè, m tande gen gwo jounalis ki bay lis tout gran Nèg ak gran Nègès yo ki te gen franchiz ak konbyen lajan peyi a t ap pèdi akòz de yo. Mwen p ap kouri repete sa m tande ak sa m li nan rezo sosyo, men si se vre, fòk mwen ta wè yo pale sou jan prezidan an te nan kòkòday ak gwo zouzounn **Sistèm** nan.

Kòm pawòl franse a di, « *Les paroles s'en vont, mais les écritures restent* ». Epi, alèkile, menm « *les paroles ne s'en vont plus* », paske « *les paroles sont enrégistrées* ». Antouka, ann pran sa k te ekri sou kesyon kontrebann ladwann e kijan prezidan an mele nan kesyon lajan k ap fèt swa nan franchiz ak nan kontrebann. Tou lè de se menm bagay ! Pran ti chèz ba nou pou n tande koze. Epi nou menm na konprann pou n pa okipe swa-dizan prezidan k ap batay kont avantay bab e moustach ke mounn **Sistèm** nan yo genyen, men ki antann yo trè byen ak prezidan yo.

Se nan jounal 28 out ane sa a, osnon 28 *dawou* pou sèten mounn, ke mesye Leo Jozèf (Léo Joseph) te ekri youn atik kote l t ap tann otorite lakay yo vin demanti l. Jouk jodi a, nad marinad ! Mesye Jozèf te bay 2 egzanp pou montre kijan Jovnèl Moyiz mele jouk nan kou nan kesyon kontrebann nan. Premye egzanp la se lè bagay la te cho anpil, li te twòp pou polisye nan fwontyè yo, ki te oblije rele chèf Polis nasyonal la (PNH), Mikael Jedeon (Michael Gédéon) lè sa a, pou di l ke yo stope plizyè gwo kamyon « *containers* » chaje ak pwodui ki sot an Repiblik dominikèn travèse fwontyè san oken kontwòl. Yo bezwen konnen sa pou yo fè, paske mesye yo sanble ap travay ak gwo zotobre, pa nenpòt ki mounn layk dis layk dat.

San direktè jeneral la pa revele okenn non, li rele prezidan Moyiz pou di l men youn sitiyasyon nan fwontyè a ki mande pou li menm rantre nan kesyon an tou. Prezidan an di li pral voye konmisè gouvènman pou vin konstate epi fè le nesesè. Men sanble ke konmisè a te disparèt anba lanmè, osnon li t al nan Ginen. Apre 10 jou ke okenn konmisè pa vini, DG a di polisye yo kite mounn yo ale ak zafè yo. Nou menm, ki sa nou di nan sa ?

Nan menm atik la, Mesye Jozèf te bay youn lòt egzanp, apre li te kontakte senatè Youri Latòti (Latortue), ki anchaj Komite etik ak anti-kòripsyon nan Sena a. Fwa sa a, se te le 20 janvye ane sa a ke *Polifront* te rete 5 kamyon ki te travèse fwontyè a, gen tan rive jouk Gantye (Ganthier). Te gen 3 sitwayen dominiken, li bay non yo tout ak nimewo plak machin yo. Yo pa t menm gen paspò, kivedi yo te ilegal nan peyi a. Kòm Ayiti se youn savann, youn fwa ou annafè ak gwo otorite, ou pa bezwen okenn papye idantifikasyon. Pami gwoup la te gen 2 sitwayen ayisyen tou, li te bay non yo ak dokiman. Enben Lapolis te kenbe yo nan Kwa dè Boukè (Croix des Bouquets) diran tout youn semèn ap tann desizyon gwo chèf la nan Pòtoprens. E nou tout konnen kilès ki pi gwo chèf lè se kesyon kontrebann k ap regle. Apre plis ke youn semèn, yo te oblije kite mesye yo pati ak tout kamyon byen chaje. Nou konn jan bagay sa yo fèt. San okenn dout, gwo chèf la te gen tan pale ak mesye nan **Sistèm** nan ki te fè aranjman avè l pou yo separe tout pwofi antre yo.

Se apati de eskandal sa yo ke senatè Sorèl Jasent (Saurel Jacinthe), senatè Grandans la, te koupe relasyon ak gouvènman Kale Tèt la. Li te di byen klè ke gouvènman an se youn ekip mafya. Li pa ka koopere ak mounn konsa ankò. Na sonje tou ke se menm senatè sa a ki te denonse eskandal 500 mil dola vèt, 100 mil pou chak nan 5 senatè PHTK ki te renka pou vote an favè Frits Wilyam Michèl (Fritz William Michel) kòm Premye minis.

Vwala ke kounnye a, dizon depi madi 15 oktòb, prezidan Jovnèl ap denonse **Sistèm** nan, paske se yo menm ki fè peyi a pèdi youn bann lajan. Selon sa Mesye Jozèf te ekri nan atik li a nan mwa d'out la, se plis pase 500 milyon (500 000 000,00 $) Ayiti pèdi nan kontrebann fwontyè a chak lane. Menm kongrèsmann (depite) ameriken nan Wachintonn te pibliye enfòmasyon sa a nan youn rapò sou kijan fwontyè Ayiti ak Repiblik dominikèn nan se youn paswa kote peyi a pèdi plis pase 500 milyon dola a.

Kounnye a ke prèske tout peyi a kanpe pou mande prezidan an degèpi, rale kò w nan Palè a, la tou Jovnèl Moyiz vin dekouvri ke se **Sistèm** nan ki responsab. Donk, san okenn diskisyon, antan ke diktatè, li pase lòd koupe tout franchiz, koupe kontra *E-Power* ak *Sogener.* Bliye *Haytrack,* paske kontra pa l la te deja ekspire. Pou mounn ki pa konnen, se 3 konpayi prive sa yo ki vann elektrisite, osnon blakawout, jan yo di a, bay Leta.

Mwen dakò pou kontra renegosye, men si se bagay serye k ap regle, se pa sou entènèt pou m te wè sa an premye. Menm jan yo te chita ak konpayi yo oparavan pou diskite e siyen kontra, san sa pa t nan lari. Se konsa tou pou negosyasyon te tanmen pou redui sou pri yo chaje Leta. Okontrè, mwen wè preyidan an fè denonse 2 ansyen minis ak youn direktè jeneral ki te siyen kontra *E-Power*

Ale paj 7

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 7

Kreyòl

Soti nan paj 6

ak Sogener yo. Se minis Travo Piblik, Tansapò ak Kominikasyon, Frans Verela (Frantz Verella); minis Ekonomi ak Finans Danyèl Dòsenvil (Daniel Dorsainville) epi ansyen direktè jeneral Elektrisite Dayiti (EDH) Sèj Rafayèl (Serge Raphaël). Tou le 3 te nan pòs yo sou prezidan Rene Preval (René Préval). Kidonk, se gouvènman Preval la ki te nan tete lang avèk **Sistèm** nan.

Nou menm, nou pi kwè ke prezidan an vle fè pèp la konprann li avèk yo nan tout revandikasyon ke l ap mande. Se pa fòt li si lavi chè, si ti mounn yo pa ka al lekòl, si lopital pa ka resevwa malad e sa k deja la ap mouri paske pa gen medikaman. Se pa fòt li si goud la vin tounen zòrèy bourik nan men yo, atèl pwen ke yo bezwen panye pou pot lajan lè yo pral fè youn acha enpòtan. Tout se **Sistèm** nan ki responsab, e l ap batay ak **Sistèm** nan pou pèp la.

Pawòl franse an di : « *Le méchant fait toujours une œuvre qui le trompe* ». Li konprann se nou l ap twonpe, l ap pase nou nan betiz, men se pwòp tèt li l ap twonpe. Nou remake li kòmanse voye kou sou swa-dizan konpayi elektrik ak sou lòt konpayi ki gen franchiz ladwann. Men li pa touche kontrebann fwontyè a. Kanta pou lajan PetwoKaribe a, li bliye egzistans sa, Jan Leo Jozèf te esplike piwo nan atike la, Jovnèl Moyiz se pi gwo kontrebandye ki genyen. Li montre byen klè, li bay non, menm plak machin mounn ki t ap sot an Repiblik dominikèn chaje ak machandiz kontrebann ke prezidan an te anpeche arete yo. Menm lè se 500 milyon dola peyi a pèdi nan konmès fwonyè a. Kidonk, li pa ka kouri siye branch bwa li chita sou li a.

Enben nou p ap pran nan demagoji okenn prezidan. Kanta pou pèp la, JoMo twò raz pou l konprann li ta ka vin twonpe li. Ann angle gen youn pawòl ki di, « *Ou ka twonpe youn pòsyon nan pèp la pandan youn sèten tan, me w pa ka twonpe tout pèp la tout tan !* » Se nan pèlen sa a prezidan an pran kounnye a. Lè tout pèp la fin dekouvri w, pa gen chape pou ou, espès de demagòg ke vouzèt !

GRENN PWONMENNEN, 30 oktòb 2019

Haitian Farmers speak out about the month-long crisis and the future

Interviews with three smallholder farmers and two agronomy students.

By Hugh Locke*

With coverage of the current national lockdown in Haiti focused mainly on cities, I wanted to share the viewpoint of three farmers and two agronomy students regarding the crisis and what they think about the future. Four of the five were interviewed within the last few days by agronomists from the *Smallholder Farmers Alliance* (SFA), while the fifth draws on a previous interview because her cellphone has not been answering (and may well not be charged because of the lack of regular power throughout the country). All five of those interviewed are affiliated with the SFA and our partners.

Jules Marcelus (mid-70s) farms with his wife and they live with their seven children near the village of Morancy, not far from Gonaïves, in north-central Haiti. At the moment this is one of the cities that are most severely affected by the lockdown, with the level of violence having escalated in recent weeks due to the introduction of military-grade guns that have been given to gangs that operate freely in several communities near Gonaïves. (A video about the execution of some bandits near Gonaïves by their rivals, using machetes to chop heads and legs, is so graphic that it should be banned from public view.)

Although Morancy is not directly affected by these gangs, Jules explained that, "*Some food vendors in my area are making big profits with black market prices, and every kind of supply and service is now more expensive.*" He also shared that SFA agronomists are not always able to get to his community on their regular schedule to oversee the tree nurseries and conduct agricultural training, and this is because at various times they can't cross the fires set as roadblocks on major roads or take the chance of being hit by bullets.

When asked about how he is coping with this situation, Jules explained, *"Every time an SFA agronomist can't make it through because of peyi lòk,"* which means "operation lockdown" and is how many refer to the current crisis, *"I take over as best I can because being better farmers is how we will survive."*

Jeansius Morancy (49) and his wife and six children live on a small farm near the rural community of Léger. He also has a part-time job managing an SFA tree nursery. *"The best thing I can do right now is to make sure these trees are growing well,"* said Jeansius as he took a break from his immaculately tended nursery, *"so when things become normal again, we can transplant the trees."* He went on to explain that for the last month SFA agronomists, sometimes, have not been able to make site visits, but proudly noted, *"All the farmers who volunteer in the nursery have not missed even one day to peyi lòk."* When asked about the future, Jeansius didn't hesitate a minute to answer: *"Agriculture is the future. We are planting these trees to help the environment, and that will help the soil."*

Ernest Pelistin (72) farms with his two adult children near Sarrazin, a very small community where the SFA opened a new branch of its agroforestry program in August of this year. Since the program began, Ernest has been assisting the SFA agronomists when they come to conduct training sessions to help farmers improve their farming techniques.

He explained that the SFA team has had to cancel several visits since late September, but when they are not able to make it, he's in touch with them by cellphone and carries on in their absence and checks each day to be sure that the tree nursery is well looked after.

When asked about the impact of the lockdown, Ernest said, *"The protests have put Haiti back some decades, but our community does not go back that far because we are learning how to farm better and grow more food."* He also added, *"We worry now because everything is more expensive, but we worry a little less because we work together like a big family."*

Désilus Osner (26) from Léger and **Vannia Laurent** (24) from the farming community of Médor are voices of a younger generation.

Earlier this year Désilus earned a degree in agronomy from a university in Port-au-Prince, and a few months ago returned to serve as an SFA intern in his home community. *"I am excited to help the SFA agronomists train the farmers to improve their agriculture and get higher yields,"* he said, *"and even though we are cut off now in Léger, it is much worse for my school friends back in Port-au-Prince."*

Asked about the future, Désilus commented, *"I think it is very important to hear the voices of local people and give them a practical way to be part of a better approach to development. This is the best strategy for Haiti."*

While not available for comment, Vannia's example is perhaps her best message. She comes from a community so remote that for much of the year it is only accessible by hiking on foot or riding a donkey. Vannia is currently studying agronomy, and is the first in her entire extended family ever to attend university. She comes from a farming family, and it was her father who taught her to love the land. He died young, and Vannia explained that the science of "making things grow" helps her to cope with losing him. After she graduates next year, Vannia is returning to Médor to work with local farmers. Her ultimate goal is to increase the nutritional health of her community.

Having given voice to the farmers and students, I want to add a note about how the SFA came to work with them. With the exception of the first farmer, Jules, the other four are connected with "community twinning partnerships" that we feel represents an important model to build on and expand once Haiti is back on track. This approach involves integrating the SFA tree currency model (farmers planting trees to earn credits for seed, tools and training in order to increase yields and income) with broader programs focused on community development and education.

Smallholder farmer Jeansius and university graduate Désilus are both from Léger, where the SFA has been partnering with the St. Mary Catholic Church in Huntley, Illinois, since mid-2018.

Two other voices, smallholder Ernest from Sarrazin and university student Vannia from Médor, are connected with two community partnerships involving the *Raising Haiti Foundation.* The recently launched Sarrazin project represents a community-wide integration of the SFA model with *Raising Haiti's* focus on grassroots organization, education and small business development. The SFA's Médor program began in 2015 as a partnership with *Our Lady Queen of Peace Catholic Church* in Arlington, Va., and has more recently been folded into the SFA partnership with *Raising Haiti.*

Let me end with this thought. Once you leave the cities, Haiti is a country of smallholder farmers and their fate is inextricably linked with the fate of the nation.

Hugh Locke is President of Smallholder Farmers Alliance

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 8

BESTCARE UNISEX BEAUTY SALON INC.

SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523
MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

SI
KOUTYE
OU DI:

Mwen bezwen
w peye yon
frè aplikasyon
$150 pou nouvo
kontra lwaye ou.

DI YO
LALWA
A DI:

Koutye yo pa ka
fè moun peye plis
pase $20 epi yo
dwe bay detay
sou nenpòt frè.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo kore lokatè yo epi ranfòse relasyon lokatè-pwopriyetè yo. Aprann plis nan nyc.gov/tenantprotection.

#RentersRights (#DwaLokatèyo)

NYC
Mayor's Office to Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 9

HAPPENINGS!

Continued from page 1

monstrators in Port-au-Prince were counted in the hundreds of thousands instead of in tens of thousands.

Following the silent march throughout the country on Tuesday (Oct. 22), by the Catholic clergy and the faithful, the involvement of Police officers, though not in uniform, must have sent a chilling message to President Moïse.

To forestall the march by the Catholics, government thugs had threatened to set afire some churches. That did not deter the Catholics. In his homily for the day, Bishop Max Leroy Mésidor showed no fear when he presented condolences to the families of those killed during the ongoing demonstrations. Speaking plainly, he called on Jovenel Moïse to resign.

Vannia Laurent will complete her agronomy degree next year.

Meanwhile, President Moïse acts as if he has not heard the demands of almost all sectors of the society: "**Resign without condition**." In a radio/television interview with Wendell Théodore of *Radio/Television Métropole,* in Port-au-Prince, on Saturday (October 26), Mr. Moïse said: *"If I resign, chaos will reign in the country."* As if the country were under his control since the latest round of demonstrations began seven weeks ago.

Consider that he does not feel as safe as he wishes, as was shown on October 17. On that holiday, Haitians pay homage to Jean-Jacques Dessalines, their George Washington, who was assassinated on that date in 1806. President Moïse did not feel secure to go to Pont Rouge, where the emperor was assassinated, at the northern entrance of Port-au-Prince, to place flowers on the tomb of the Haitian liberator, as tradition requires. Neither did he go to Marchand-Dessalines, his old capital, to attend the traditional mass. Under heavy escort of foreign mercenaries and some Haitian security, he only went to the MUPANAH, the museum to Haiti's heroes at the Champ de Mars, a few steps from the Palace, to lay a wreath. Only his acting Prime Minister Jean-Michel Lapin and his wife accompanied him. The presidents of the Senate and the Lower House as well as the leadership of the *Cour de Cassation,* as Supreme Court is called were not there.

Desilus Osner recently received his degree in agronomy.

As for the rebellious members of the Police, who had announced their march in midweek, the government ordered that the vouchers of Police members be provided for following nearly three months since their spending cards for fuel and other amenities were deprived. Other than protesting for better treatment and higher salaries, the Police officials assert that they are entitled to a union to defend their interests.

Jacqueline Charles, the *Miami Herald* correspondent, put out a tweet on Sunday (October 27) wondering what has changed with the Police. *"I had always been told it was illegal for Haiti Police officers to protest,"* she wrote, adding, *"Their grievances didn't just start today, so what has changed? And what does it say when your UN-trained and US- & Canada-supported police force is out demonstrating?"*

One wonders whether the president pays attention to what is being said about the chaotic situation defining Haiti these days. Consider the joint release, October 26, of the "National Association of Haitian Magistrates" (French acronym ANAMAH) and of the "Professional Association of Magistrates" (French acronym APM). Sending greetings to *"the magistrates (judges), lawyers and the administrative as well as the judicial personnel"* of the court system throughout the country, the two organizations state: *"We observe that for about seven weeks, the courts are dysfunctional, reflecting the deep political crisis throughout the country."*

Unfortunately, they say, *"Some courts have come under attack," in Jacmel, Petit-Goâve, St. Marc and Aquin, where fire was set to the court building during the night of October 25-26."* Moreover, an assistant attorney general at the Port-au-Prince court of First Instance and a judge of the Tribunal of Kenscoff were attacked personally. Since *"State authorities can't maintain a secure climate in the country, the judicial authorities haven't been able to address the situation of people who have been arrested during the crisis. Such a situation is a flagrant violation of their human rights and an abuse of legal procedures."*

Considering that, lawlessness is rampant and the government is unable to provide security, the two judicial associations excoriate State authorities without mincing words and ask their members to stay home. Read on: *"The National Association of Haitian Magistrates and the Professional Association of Magistrates regret that justice, which is the guardian of individual liberties and of citizens' rights, is unable to assume its constitutional and legal missions, due to government authorities being incapable of guaranteeing security throughout the land."*

Consequently, they write: "*While calling for a solution favorable to the Haitian people, ANAMAH and APM call on all magistrates to stay home until your security can be guaranteed."* Signing are Judge Wilner Morin, president of ANAMAH and Wando Saint-Villier, president of the APM.

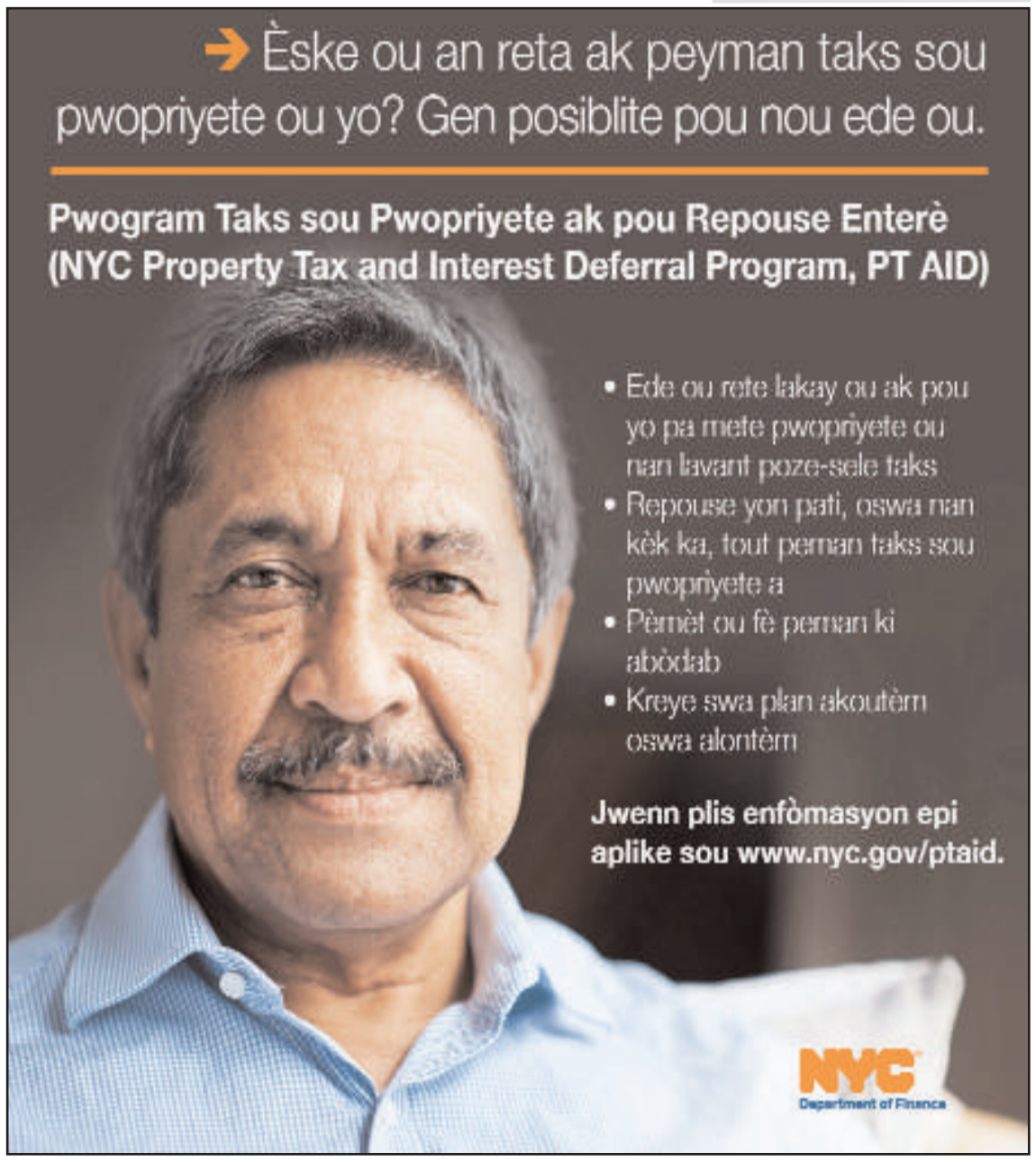
Need we say more about the "chaos" that would ensue if Jovenel Moïse were to leave the scene? The actions of the Catholics, the Police and of the judicial associations, all happening during the same week, underscore the "chaos" which President Moïse says he fears would hold sway if he were to resign. As it is, his presence on the political scene, without any authority to bring peace to the nation, worsens the situation. We will note that by their stand, the religious forces, in agreement with the security and judicial components of the society have joined all the other sectors, which already have repudiated Mr. Moïse and called for his resignation.

Jules Marcelus farms near the village of Morancy, which is not far from Gonaives.

As the days go by, it becomes more obvious that Jovenel Moïse is being propped up by Washington and some of its allies among the CORE Group of ambassadors in Haiti, whose reputation is tarnished by allegations of having been corrupted by the Moïse regime. It is also understandable why the Haitian president feels he must depend on highly paid mercenaries from the United States for security in his own country. He can no longer sleep without worry when Haitian law enforcement officials have joined the movement dedicated to his ouster –one way or the other.

***President Moïse has declared war to the "System," blaming it for defrauding the country.** During a press conference at the National Palace on October 15, the president presented himself as

Continued on page 14



Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 10

ÉDITORIAL

En désespoir de cause, Jovenel Moïse déclare la guerre aux institutions qui demandent son départ

Dans le cadre de sa stratégie pour ignorer la demande du peuple haïtien lui enjoignant de démissionner immédiatement et sans condition, Jovenel Moïse fait flèche de tout bois. Les dernières armes qu'il a sorties de son arsenal sont la révocation de franchise douanière, une mesure administrative mise légalement à la disposition du gouvernement pour le bien des citoyens, mais qu'il utilise de manière discriminatoire au profit de ses ouailles et alliés politiques, mais surtout pour avantager ses bailleurs de fonds. Ainsi que la résiliation de contrats légalement conclus. Aussi se croit-il autorisé, en représailles aux secteurs bénéficiaires de tels avantage et accords ajoutant leurs voix à celles des millions de citoyens mobilisés pour qu'il parte, à révoquer ces privilèges. Encore des raisons qui s'ajoutent à des dizaines d'autres justifiant son expulsion du Palais national.

Depuis le temps des temps — et dans tous les pays du monde —, la franchise, douanière ou d'exploitation, par exemple, est octroyée à des institutions, généralement de bienfaisance, à buts non lucratifs ou de cette nature, suivant un protocole établi. Dans les pays à vocation démocratique, de même qu'en Haïti avant que l'administration publique ne devienne une mêlée générale, ceux qui ont la responsabilité de prendre ces décisions administratives s'y tiennent rigoureusement. Mais avec l'avènement de PHTK au timon des affaires, la Constitution, toutes les lois du pays, ainsi que les règlements et protocoles longtemps établis n'ont plus cours. À part les institutions et organisations, telles que les églises qui, traditionnellement et historiquement, avaient droit à ce privilège, la franchise douanière est devenue un instrument de corruption dans sa mode d'application présente. Les hommes et femmes du pouvoir, de concert avec les décideurs de l'Exécutif, s'enrichissent sur le dos des citoyens, par le truchement des franchises douanières.

Si les églises, les communautés religieuses, les hôpitaux, les institutions scolaires et universitaires, etc. bénéficient, de leur plein droit, d'exonération fiscale, il en est tout autre pour les sénateurs et députés de la majorité présidentielle, ainsi que des hommes d'affaires proches du Palais national faisant sortir des douanes des marchandises pour environ 25 % de ce qu'ils devraient payer comme taxes. Nonobstant les dénonciations adressées aux présidents de la République faisant état des accusations reprochées aux contrebandiers, Jovenel Moïse, ainsi que ses proches collaborateurs et parlementaires étroitement liés à la présidence ignorent souverainement les critiques.

Les dirigeants haïtiens n'ont même pas tenu compte d'un rapport préparé par le Congrès américain mettant en évidence la perte de USD 500 millions $ de droits de douane à la frontière haïtiano-dominicaine. Même l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe en avait fait mention, sans toutefois prendre aucune mesure pour rectifier le tir, tandis qu'il était en fonction. Plus de cinq ans après que ce dernier eut été écarté du régime *Tèt Kale,* dirigé par Michel Martelly, la contrebande à la frontière continue de faire la loi.

Mais Jovenel Moïse a décidé de sévir contre ceux qu'il qualifie de «*bénéficiaires ingrats* » de franchise douanière, une stratégie de dénonciation sélective d'entités jouissant de ce privilège. Puisqu'il s'est résolu à suspendre la franchise douanière accordée au secteur religieux alors que les privilèges dont jouissent les amis et partenaires en affaires du président et des gens au pouvoir restent inchangés.

Curieusement, dans la foulée des dernières journées de manifestations dont le nombre de participants a grossi encore davantage, deux secteurs distincts sont pris à partie par le président de la République. Après la mobilisation des religieux et religieuses se joignant aux manifestations anti-Moïse, qui se déroulent quasi en permanence, à travers la capitale et dans d'autres villes du pays, depuis déjà plus de six semaines, Jovenel Moïse se rend bien compte qu'il ne pourra plus résister encore longtemps à la fureur du peuple.

À la suite des manifestations menées par les églises protestantes, les adeptes du vaudou, le secteur de l'éducation, les artistes, le secteur socio-professionnel et d'autres forces vives du pays, Jovenel Moïse se rend à l'évidence qu'un seul choix s'offre à lui. Surtout quand le secteur des affaires se met ensemble avec tout le reste du pays, par ses actions et par sa voix, pour dire *« Partez, Jovenel Moïse !* » En désespoir de cause, le président de la République, dépouillé de ses pouvoirs et ne gouvernant plus rien, se replie sur l'unique arme qu'il peut manipuler : les représailles.

En effet, contre le secteur religieux, il agite l'épouvantail de de la suspension de la franchise douanière dont il jouit continuellement depuis des années. En Haïti ou ailleurs, ce privilège est accordé tout naturellement à ce groupe, car facilitant l'œuvre spirituelle et humanitaire qu'il accomplit. Que ce soient dans le travail ecclésiastique proprement dit, dans les soins prodigués aux âmes, dans le domaine de l'éducation ou encore dans celui des soins médicaux, la franchise douanière constitue le socle sur lequel se repose la mission du monde de ce secteur en général. Aussi toute décision qui vise à lui enlever ce privilège n'a d'autre objectif que de casser l'ardeur de ces ouvriers célestes dans la vigne du Seigneur, et à contrarier celles-ci.

Face à cette décision monstrueuse prise par Jovenel Moïse, il faut signaler à son attention les grands malheurs qu'il attire sur lui. Car il semble ignorer qu'en déclarant la guerre à ceux qui servent Dieu, c'est à celui-ci même qu'il s'attaque. Le président haïtien décrié devrait craindre le courroux du Seigneur qui a endurci son cœur pour qu'il attire sur lui le châtiment qu'entraîne sa décision.

Quant à son geste concernant les compagnies distributrices d'électricité à l'EdH, le sort qui l'attend relève de ce monde. Car les lois sont faites par les hommes pour redresser les torts. Dans le conflit qui oppose Jovenel Moïse (non l'État haïtien) aux propriétaires de Sogener, d'E-Power et Haytrack, les contrats signés seront examinés à la lumière des lois en vigueur.

Il faut tenir compte du fait que ces dernières décisions prises par Jovenel Moïse et ses proches collaborateurs sont intervenues à un moment où le peuple haïtien l'a rejeté comme président. Autrement dit, il n'a point agi en son nom. Lui et l'équipe qui persistent à faire obstacle à la demande de sa démission immédiatement et sans condition, par des millions d'Haïtiens, qui descendent dans la rue, doivent assumer les conséquences de leurs inconséquences. Voilà encore d'autres raisons qui justifient son expulsion du Palais national.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Foldhelbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

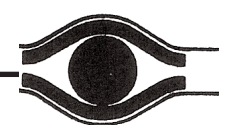
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 11

EDITORIAL



In desperation, Jovenel Moïse declared war on the institutions that asked for his resignation

As part of his strategy to ignore the Haitian people's request to resign immediately and unconditionally, Jovenel Moïse sticks his neck out. The last weapons he has taken out of his arsenal are revocation of duty-free allowances, an administrative measure legally made available to the government for the good of its citizens. However, is used in a discriminatory manner for the benefit of his political flock and allies. Above all to benefit his financial backers. As well as the termination of legally concluded contracts. He, therefore, believes he has the authority to retaliate against sectors receiving such benefits and agreements adding their votes to those of the millions of citizens mobilized demanding that the president leave office. These are targeted with revoking their privileges. These are just some of the other reasons that add to the dozens of others that justify his expulsion from the National Palace.

Since time immemorial - and in all countries of the world - duty-free, customs or operational, for example, has been granted to institutions, generally charitable, non-profit or of this nature, according to an established protocol. In countries with a democratic vocation, as well as in Haiti before the public administration became a general melee, those who are responsible for making these administrative decisions adhere strictly to it. However, with the advent of PHTK at the helm, the Constitution and the laws of the country, as well as long-established regulations and protocols no longer apply. Apart from institutions and organizations, such as churches, which traditionally and historically were entitled to this privilege, duty-free access has become an instrument of corruption in its current form of application. The men and women in power, together with the decision-makers in the Executive, are getting rich at the expense of the citizens.

While churches, religious communities, hospitals, educational and university institutions, etc. are automatically exempt from taxes, this is not the case for senators and deputies of the presidential majority, as well as businessmen close to the National Palace who bring goods out of customs for about 25% of what they should pay in taxes. Notwithstanding the denunciations addressed to the President of the Republic regarding the accusations made against the smugglers, Juvenile Moïse, as well as his close collaborators and parliamentarians closely linked to the Presidency, are sovereignly ignoring the criticism. Haitian leaders did not even take into account a report prepared by the US Congress highlighting the loss of USD 500 million in customs duties at the Haitian-Dominican border. Even former Prime Minister Laurent Salvador Lamothe mentioned it, but took no action to rectify the situation while in office. More than five years after the latter was removed from the *Bold-Headed* regime, led by Michel Martelly, smuggling at the border continues to be the law.

However, Jovenel Moïse has decided to crack down on those he describes as "ungrateful beneficiaries" of duty-free treatment, a strategy of selective denunciation of entities enjoying this privilege. Since it has resolved to suspend the duty-free allowance granted to the religious sector while the privileges enjoyed by the friends and business partners of the President and those in power remain unchanged.

Curiously, in the wake of the last few days of demonstrations, the number of participants has increased even more; two distinct sectors are being attacked by the President of the Republic. After the mobilization of religious men and women joining the anti-Moses demonstrations, which are taking place almost permanently, throughout the capital and in all the cities of the country, for more than six weeks now, Jovenel Moses realizes that he will no longer be able to resist the wrath of the people for long. Following demonstrations by Protestant churches, voodoo followers, the education sector, artists, the socio-professional sector and other forces in the country, Jovenel Moïse realized that he had only one choice. Especially when the business sector comes together with the rest of the country, through its actions and its voice, to say "Go away, Jovenel Moses!" In desperation, the President of the Republic, stripped of his powers and no longer governing anything, withdrew to the only weapon he could handle: reprisals.

Indeed, against the religious sector, it is stirring up the scarecrow of the suspension of the customs duty that it has enjoyed continuously for years. In Haiti or elsewhere, this privilege is naturally granted to this group, as it facilitates the spiritual and humanitarian work it does. Whether in ecclesiastical work it, in the care of souls, in education or in medical care, customs duty is the foundation on which the world's mission in this sector in general rests. Therefore, any decision to remove this privilege from him has no other objective than to break the ardor of these heavenly workers in the Lord's vineyard, and to thwart them.

Faced with this monstrous decision taken by Jovenel Moses, it is necessary to point out to him the great misfortunes he draws to himself. Because he seems to ignore that by declaring war on those who serve God, he is attacking God himself. The criticized Haitian president should fear the wrath of the Lord who has hardened his heart to draw upon him the punishment that his decision entails.

As for his action concerning the electricity distribution companies at EdH, the fate that awaits him is a matter for this world. For laws are made by men to right wrongs. In the dispute between Jovenel Moïse (not the Haitian State) and the owners of Sogener and E-Power, the contracts signed will be examined in the light of the laws in force.

It must be taken into account that these latest decisions by Jovenel Moïse and his close collaborators came at a time when the Haitian people rejected him as president. In other words, he did not act on his behalf. He and the team, who persist in obstructing the demand for his immediate and unconditional resignation by millions of Haitians who take to the streets, must assume the consequences of their inconsistencies. These are other reasons for his expulsion from the National Palace.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

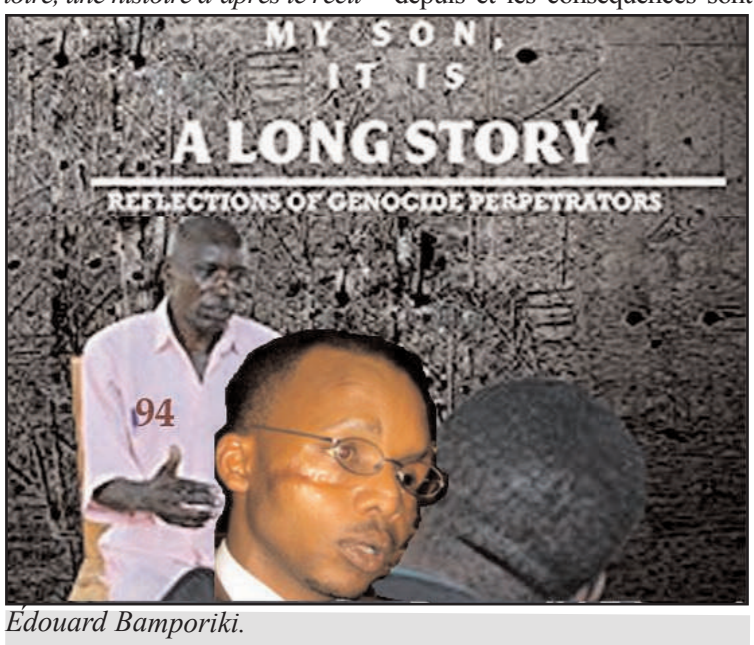
Édouard Bamporiki [raconte] *réflexions d'un coupable de génocides*

Par Dan Albertini

Entre (), suggestion ouverte : lisez ce livre ! Fin de ().

Quand l'armée *des oies sauvages* de Juvénal Habyarimana a appris l'assassinat du président dans l'avion abattu par un missile sol-air lancé, savait-on d'abord que le président burundais y était à bord ? La réponse viendra-t-elle un jour par des témoignages recueillis tels ceux que l'on retrouve dans l'ouvrage de Bamporiki, Dieu seul sait. Façon de parler, car il faudrait se souvenir de la longue, *de la très longue* série judiciaire d'une demande de protection ici au Canada. Apologiste du crime génocidaire, en l'occurrence Léon Mugesera, est finalement en prison dit-on aujourd'hui au Rwanda où il purgera dans les souvenirs de ce pourquoi il est reconnu coupable. Avec preuve à l'appui. Il devra apprendre aussi à assimiler le témoignage de coupables reconnus, mais de repentis avérés qui ne comprennent pas encore pourquoi ils ont agi ainsi. Une peine lourde puisqu'il n'a aucun pouvoir sinon la demande de pardon comme tout le monde. Mais surtout parce que c'est un intellectuel dit-on qui comprendra malgré lui : récits, racontars, anecdotes, rumeurs, propagandes… *etc*. Propagandes oui, car nous imaginons que le détenteur du pouvoir à Kigali en fait aussi, même sous la forme de pardon. Il fut un temps, *comme pour ceux qui vivent la peur dans leur culpabilité, dans une église adventiste à Montréal en prières*, Léon se croyait sans devoir de reddition de comptes. Bamporiki Edouard a réveillé le pendule de la mémoire avec des témoignages étonnants.

Mon fils, c'est une longue histoire, une histoire d'après le récit de Bamporiki Édouard, qui concerne la pensée haïtienne en 2019. Allons-nous en faire autant ou prendre conscience des aveux recueillis de Bamporiki ? La réponse n'est pas un cadeau, c'est un euphémisme.



Édouard Bamporiki.

Rappelons-nous, il y avait aussi le président du Burundi, Cyprien Ntaryamira assassiné par le missile lancé contre l'avion du président Habyarimana. Dans la loi ou dans un code criminel la question se pose ainsi : qui par négligence a ou, aurait laissé l'arme fatale exposée ? Il y a donc eu un crime politique, mais un accident politique aussi, qui est devenu un incident, la vie a changé depuis et les conséquences sont là. Le Code criminel irait plus loin, qui a donné cette arme, que nous refusons de répondre dans les consciences occidentales. La conscience semble dire non en cette fin de 2019, le Duvaliérisme demande pardon et s'excuse à NY.

La question se poserait sereinement, mais légitimement aujourd'hui aussi puisque le président Habyarimana et le président Ntaryamira ont été assassinés dans l'avion atteint du missile lancé. Pourquoi les avoir assassinés ? D'un certain point de vue, le Belge ne se bat plus à coups de canon chez lui, mais par les armes de la dialectique sévère entre blocs linguistiques au point de disjoncter tout gouvernement soit-il de (3) mois ou d'un jour, pour une question futile, c'est selon la critique : française, canadienne, suisse, et même du Québec. La question suivante est essentielle : se serait-il organisé la joute mortelle en fatalité, ailleurs, par exemple au Rwanda, mieux, cela se passe-t-il avec la France de nos jours en Haïti ? Simple question que Bamporiki ne dévoile pas ici !

Mais, Bisimana dans le récit de l'ouvrage de Bamkopiri explique ce que tout *makout* d'abord, aurait dû faire depuis les bastions évincés du Duvaliérisme, ensuite sans oublier les vêpres cérébrales cachées des mulâtres et des békés bien avant Duvalier, le mal étant le fruit de son propre creuset, nous ne pouvons épargner quiconque sous aucun prétexte et le trouver plus tard infecté insoumis, avec un pouvoir nouveau, venir faire la leçon sur un pan d'histoire, et ignorant les autres pans. Recommencer au gré du colon du Code noir véreux, qui est le seul responsable de ces épreuves, jamais puni. Exit, avec un plan de déportation de Noirs.

Notons qu'Israël a entamé de suite sa gestion post trauma contre le nazi, mais surtout, a mis des remparts pour que cela n'arrive plus. C'est le prix du pardon et celui de la rédemption.

Qui sait-on aujourd'hui, mais surtout, qui ignore-t-on dans cette affaire, qui serait peut-être un commanditaire exogène, un opposant local, une diplomatie étrangère, le quidam, le fanatique, que cela aurait provoqué un massacre général arrivé comme par une magie génocidaire qui a visé une ethnie en particulier.

Les témoignages recueillis de Bamporiki Edouard étonnent au plus haut point certes, mais préviennent aussi l'Haïtien de ne pas y descendre à cette profondeur. Ce serait la plus grosse insulte jamais imaginée à nos héros de l'indépendance. Car, le Code noir n'est pas mort, il a été évincé, mais nous n'avons jamais réalisé son procès ni, l'avons brûlé dans les feux de l'indépendance. Si l'on en juge par la note d'Himmler Rébu : « le syndrome de l'Affranchi 82 », on dirait que le mal est en nous tandis que l'autre l'a implanté avec le poids de trois cents ans d'esclavage déshumanisant, en nous refilant la facture de la sauvagerie. Non, à chaque fois qu'il y a crime ou génocide qui touche une ethnie, cela va sans dire pour nous, la France le Code noir et le génie de ce Code avec ses pièces de théâtre, ses valses, ses opérettes chez madame une telle, est le coupable direct. L'oublier c'est se condamner.

C'est aussi une autre plaidoirie contre ma volonté.

La désormais tristement célèbre vidéo de Savien

QUE FERONS-NOUS AVEC TOUS CES ESPRITS TORDUS, ARMÉS OU PAS, APRÈS LA CRISE ?

Par Jean Willer Marius *

Ce texte probablement ne sera pas lu à la radio pour faire bénéficier ceux qui n'utilisent pas les réseaux sociaux. *Bougeons alors la chose*. Il n'est pas du creuset de quelqu'un qui a utilisé toute sa vie une arme à feu comme outil de travail et qui impudemment clame son parcours et son éducation dénués de la culture de la violence.

La misère qui ronge notre pays est un moindre mal, comparé à l'hypocrisie qui nous définit aujourd'hui comme société. L'ami le frère à qui nous avons tenu une main secourable dans le malheur (l'indigence), est celui qui a tourné le talon contre nous pour se livrer à des racontars destructifs à nos dépens. L'ami le frère que nous accueillons chez nous qui partageons notre table, ne se gêne pas de faire des avances à madame (chez nous), au premier pas de notre absence. Le politicien qui fait la grosse gorge à la radio de jour, se retrouve à Pèlerin de nuit pour sabrer le champagne. *L'homme d'église qui a raflé la dime et les offrandes au nom du Seigneur depuis la nuit des temps, se mure dans un silence irréligieux face à cette crise où le peuple affamé a un urgent besoin d'un retour d'ascenseur.* Et, l'international qui, soutenant le voleur avéré contre la volonté manifeste de la majorité, resserre chaque jour davantage l'étau du sous-développement, de l'assistanat comme pour faire pérenniser notre état d'abêtissement. Nous appelle au dialogue, et nous rappelle, pour se moquer de nous comme toujours, que la solution à la crise doit être haïtienne. Quel cafard dans un pays de canards !

C'est une vidéo que les personnes au cœur tendre n'ont pas voulu visionner. Ils ont raison, car on n'en sortirait pas indemne. On croirait rêver ! La chair humaine est massacrée à coups de machette comme sur la table du marché. Un boucher s'improvisant chirurgien-anatomiste ouvre la poitrine à coups redoublés de machette pour déloger le cœur d'un être humain et le préparer pour la cuisson, pendant que les têtes coupées sont exhibées à la vue de tous. Des armes de guerre à l'état neuf sont brandies comme pour affirmer leur puissance, leur prise du contrôle du pays. Pendant qu'on entend des cris de satisfactions de la part de la population, des acteurs et du journaliste. Ils tiennent à tout prix que leurs exploits soient connus de tous, sachant que justice ne sera pas faite, car tant et aussi longtemps que ce criminel continue de se constituer président avec la complicité des champions de la démocratie, tous les crimes sont légaux, pour eux.

Pourtant nous n'en sommes pas à notre première vidéo du genre. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement les télévisions qui disposent de caméras, de toute façon on en verrait très peu. On se souvient encore de l'exécution *live* de ce jeune dans les quartiers pauvres du bas de la ville, de ce groupe de jeunes qui a exécuté l'un des leurs pour ensuite brûler et manger sa chair face aux caméras des journalistes improvisés ou de ces exécutions sommaires de la police en plein jour. Ou, des cochons qui mangeaient la chair des victimes du massacre de la saline. Images horribles qu'un politicien du sérail ayant fait les quatre cents coups a reléguées à l'ère 2004, de ce groupe qui était entré dans l'ambassade du sheriff et qui n'était pas ressorti.

Toutes ces exactions ont une chose en commun : tous les coupables sont toujours en liberté alors que nous nous lamentons, attendant la plus prochaine vidéo qui comme on peut aisément le prévoir, va essayer de supplanter la désormais tristement célèbre vidéo de Savien qui circule sur tous les téléphones. Aucun organe régulateur pour interdire la diffusion, nous vivons à découvert. Nous risquons de connaitre, si rien n'est immédiatement fait pour stopper ce déferlement de l'inqualifiable, un réveil brutal. Car nous nous illusionnons, quand dans les hauteurs de nos zones de confort, nous pensons être à l'abri. Haïti se meurt de la pire des manières et nous continuons à rire, à rire et à manger cette viande que nous pouvons encore acheter quand eux autres, dépourvus de ce pouvoir d'achat que nous leur avion volé, se repaissent de chair humaine, la seule viande devenue accessible à peu de frais en Haïti.

Ces vidéos qui remplacent désormais les « adresses à la nation » digne de ce nom seront probablement visionnées, malgré notre interdiction, par nos enfants comme le coup du destin, pour nous rappeler que nous sommes tous coupables.

Les chirurgiens anatomistes de Savien sont-ils les seuls à avoir l'esprit tordu ? Sommes-nous meilleurs quand, sous l'égide d'un fou, au nom d'une constitution dépassée et d'une internationale menaçante, nous acceptons que notre pays descende dans ces profondeurs abyssales ?

J'aspire à devenir Ministre du Bonheur des Haïtiens, quand Haïti Renaîtra. Cela parait-il, prendra du temps. Le temps de jeter nos masques hypocrites et de nous asseoir ensembles autour de la table, les mauvais avec les moins mauvais, de faire amende honorable pour une sortie définitive de cette crise qui passe avant tout par la révocation du fou maintenu au pouvoir.

**** Aspirant ministre du Bonheur des Haïtiens***
Ooctobre 2019

Roland Pierre-Charles est décédé, Haïti a perdu un fils adoptif

NÉCROLOGIE

Par Louis Carl Saint Jean

La Martinique a perdu un fils authentique. Haïti a perdu un fils adoptif. Je viens de perdre un très bon ami. L'accordéoniste et pianiste martiniquais Roland Pierre-Charles n'est plus. Notre frère est décédé le 25 octobre 2019, à Paris. Il avait 71 ans.

C'est notre ami commun, Kébreau Jean, ancien trompettiste des orchestres Volcan des Gonaïves, Tropicana de la Martinique et Les Gais Troubadours de la Martinique, qui m'a annoncé cette mauvaise nouvelle le lendemain, aux environs de 22 heures.

Madame Catherine Pierre-Charles, la charmante épouse du défunt m'a appris que celui-ci a rendu l'âme à l'Hôpital de La Croix Saint-Simon, dans le 20e arrondissement, à Paris, vendredi dernier. Il était aux environs de 17 heures. Roland est décédé des suites d'une longue maladie chrétiennement supportée.

C'est le 12 octobre dernier qu'on s'est parlé pour la dernière fois, Roland et moi. Il m'avait appelé pour me donner le numéro de téléphone de l'excellent batteur et compositeur Yves-Arsène Appolon dont j'avais grandement besoin pour une entrevue. Ce jour-là, je ne l'avais pas retenu pendant trop longtemps au téléphone vu qu'il se trouvait alors à l'hôpital.

Deux jours plus tard, lorsque je l'ai appelé pour avoir de ses nouvelles, il n'a pas répondu. Quelques minutes plus tard, plus précisément à 13 h 18, il m'a envoyé ce court message via WhatsApp: « Je te rappelle plus tard. » Et il ne l'a jamais fait.

C'est ce même jour, le 14 octobre, que j'ai appris à Yves Arsène Appolon et à Yvon « Kapi» André que leur excellent ami était hospitalisé. C'est alors que la figure emblématique des Skah-Shah avait compris la raison pour laquelle Roland ne répondait pas non plus à ses multiples coups de fil.

Contrairement à ses habitudes, il ne m'appelait plus et faisait souffrir mes appels. Il ne répondait même pas à mes textos. A dire vrai, cela ne m'avait pas trop inquiété, pensant qu'il allait se rétablir promptement. Mais ce n'était pas la volonté de Dieu!

Roland Pierre-Charles était né à la Martinique le 11 septembre 1948. Il était le fils d'Eugène Pierre-Charles et de Pierrette Cléry. Son père a été maire de la commune de Saint-Pierre, à la Martinique, du 24 juin 1962 au 20 mars 1977.

Roland Pierre-Charles aimait charnellement Haïti. Et je n'exagérerai pas en affirmant qu'il était mieux imprégné de l'histoire et la culture de notre pays beaucoup mieux que plusieurs Haïtiens de sa génération, et même mieux que d'autres plus âgés que lui. Contrairement à beaucoup de nos concitoyens – parmi eux, peut-être également beaucoup de dirigeants haut placés -, il pouvait entonner sans hésitation les cinq couplets de « La Dessalinienne », l'hymne national de la République d'Haïti. En outre, il connaissait parfaitement l'histoire d'Haïti, spécialement l'histoire des guerres révolutionnaires qui ont culminé sur la glorieuse épopée du 1er janvier 1804. Tout comme le génial pianiste guadeloupéen Alain Jean-Marie, un autre ami sincère d'Haïti, Roland Pierre-Charles aimait déclarer avec beaucoup de fierté: « Tous les peuples noirs, à cause du 1er janvier 1804, ont une dette éternelle envers Haïti. »

Que les lecteurs me pardonnent cette petite digression. Alain Jean-Marie m'a dit, dans ce même ordre d'idée : « Par respect pour l'héroïsme des Haïtiens prouvé lors du Combat de Vertières, dans chacun de mes concerts, je joue au moins deux morceaux

Roland Pierre-Charles.

du terroir haïtien. » Et je n'oublierai jamais qu'après le séisme du 12 janvier 2010, Roland Pierre-Charles et Alain Jean-Marie, furent les deux premières personnes qui ne sont pas nées en Haïti (Je ne peux pas les appeler «étrangers ») qui, le lendemain de cette catastrophe, m'ont appelé pour me présenter des mots de sympathie et de réconfort. Voilà des hommes qui aiment effectivement et sincèrement notre chère Haïti. Voilà des artistes que nous aurions dû inviter chez nous et présenter comme modèles à la jeunesse haïtienne.

Roland Pierre-Charles a fait ses débuts très tôt dans la musique. Webert Sicot, le génial saxophoniste haïtien, est le premier musicien haïtien qui l'a influencé. D'ailleurs, c'est chez ses parents, à Fort-de-France, que plusieurs musiciens de « Flèche d'Or d'Haïti » étaient logés en été 1963 lors d'une tournée de cet orchestre à la Guadeloupe et à la Martinique. (Références: Jean Séjour et Emilio Gay). C'est alors que, épaté par le jeu d'Eddy Prophète, il commence à faire de l'accordéon son instrument de prédilection. Plus tard, il ne restera guère insensible au jeu de Richard Duroseau, le demi-dieu de l'accordéon haïtien.

A l'arrivée de la première vague des musiciens haïtiens à la Martinique au début des années 1960, le jeune Roland s'intéresse davantage à notre musique en général et au compas direct et à la cadence rampa, en particulier. D'abord, il fait du pianiste Félix «Féfé » Guignard, premier maestro de l'Orchestre Tropicana de la Martinique, son idole. Ensuite, Eddy Prophète, le successeur de ce dernier au sein du même orchestre (comme pianiste seulement) deviendra, m'a-t-il toujours avoué, « un de mes pianistes et accordéonistes préférés ».

En 1964, Roland Pierre-Charles, alors âgé de 16 ans, jouera au sein de l'ensemble Abricot Palace. Rappelons que, pendant à peu près six mois, en 1966, ce groupe a eu comme orchestrateur et compositeur, le grand et inoubliable Michel Desgrottes, un des noms qui sonnent fort dans la musique haïtienne, aussi fort que la cloche de la paroisse de Sainte Anne, au Morne-à-Tuf, le cher quartier de Port-au-Prince qui m'a vu naître et grandir.

Dans les années 1970, Roland Pierre-Charles fera partie du groupe mythique La Perfecta. En 1976, il deviendra un des membres fondateurs de L'Opération 78, ensemble musical mis sur pied par le guitariste Simon Jurad. Il jouera alors en la compagnie de deux excellents musiciens haïtiens: le tromboniste Jacques Charmant et Gervais Guirand (Gervais Nerva), l'ancien trompettiste du « maestro difficile», le grandissime Webert Sicot.

Roland Pierre-Charles connaissait parfaitement l'histoire de la musique haïtienne. Certainement, il avait fait ses premières armes à l'époque d'or du compas direct et de la cadence rampa, qu'il aimait beaucoup. Cependant, en tant qu'homme éduqué, en tant que musicien éduqué, il savait qu'Haïti comptait beaucoup plus d'autres genres musicaux qu'on aurait dû valoriser et exploiter. Et cela aurait été tout simplement pour la gloire de notre nation exceptionnelle que nous galvaudons quotidiennement, obéissant à des intérêts mesquins! Franchement, le général et diplomate Saint Surin François Manigat, grand-père de l'ancien président Leslie François Manigat, avait raison de larmoyer sur son lit de mort à Paris en été 1900: « *Haïti, tes fils dégénérés t'ont abandonnée !* »

Plus d'une fois, Roland Pierre-Charles se lamentait sur le fait que nous avons délaissé les vrais rythmes et les valeurs culturelles de notre pays. Et comme résultat, notre musique, et le compas direct également, se trouvent depuis près d'un quart de siècle dans un état de régression, proche d'un «tyouboum » national. Pour ne pas admettre cette triste réalité, on doit être de mauvaise foi ou bien en quête d'une vaine et frivole gloire ou de la sympathie de certains, question d'arrondir, en certaines circonstances, nos fins de mois précaires. C'est que Roland Pierre-Charles, lui, n'était pas un « nègre dégénéré ». Il était plutôt non seulement un « *chabin fondamental* », mais aussi un « nègre fondamental ». Notre immortel héros Jacques Stéphen Alexis aurait vu en notre frère « un enfant de l'avenir »!

Bien sûr, Roland Pierre-Charles admirait Nemours Jean-Baptiste et Webert Sicot; bien sûr, il aimait et jouait le compas direct et la cadence rampa, mais guidé par son éducation et sa culture, il déclarait toujours: « Occide Jeanty, Antalcidas Murat, Augustin Bruno, Guy Durosier et Werner Jaegerhuber sont les musiciens haïtiens qu'on aurait dû vraiment honorer. » Franchement, je ne connais pas beaucoup de septuagénaires haïtiens – et même certains octogénaires - pouvant faire cette déclaration que tous ceux qui connaissent la culture haïtienne trouveront tout simplement juste. Mais que voulez-vous quand un pays est dirigé par des hommes qui ne connaissent ni son histoire ni sa culture! Ni sa musique, surtout!

Et que voulez-vous quand ceux qui auraient pu redresser la situation – et parmi eux, de brillants intellectuels et des directeurs d'opinion s'il vous plait! – sacrifient tout ce qu'il y a de noble, de beau et de magnanime dans les valeurs culturelles et musicales haïtiennes au profit de leurs pro-

Roland Pierre-Charles au piano.

pres « business » musicales soit à Miami ou à New York soit à Pétion-Ville ou à Port-au-Prince. Et, pour emprunter ce passage biblique, nul ne peut servir deux maîtres! Ou bien il s'attachera à l'un (son « business ») et méprisera l'autre (l'art haïtien, la culture haïtienne, la musique haïtienne)! C'est exactement ce qui nous est arrivé! Et de grâce, ne tirez pas sur le messager; tirez de préférence sur le message. Comprenne qui pourra!

Et ceux qui ne connaissent rien de rien de la musique haïtienne ont droit de cité! Des gens que ni Antoine Hérard ni Jean Dominique ni Herby Widmaier n'auraient jamais embauché comme hoqueton quelques années de cela sont devenus de nos jours chroniqueurs d'art et de musique. Et qui pis est, en dépit de leur élocution résolument bancale, à côté de leur pauvre connaissance dans le domaine qu'ils animent, ils sont applaudis et loués par des intellectuels! Et, par contre, ceux qui font des efforts, des recherches sérieuses sont mis à l'index. Et cela, une fois de plus, par des intellectuels! C'est donc un monde à l'envers! Et c'est dommage! C'est franchement dégueulasse, comme aimait dire notre ami défunt!

Au début des années 1980, Roland Pierre-Charles s'installe à Paris. Il y collabore avec plusieurs musiciens, faisant jouir au monde entier de la beauté de la musique martiniquaise. Dans la ville-lumière, il a joué pendant plus deux années à La Chapelle des Lombards au sein de l'ensemble musical de Pierre Blain. L'inoubliable chanteur haïtien, encouragé par son talentueux pianiste et accordéoniste, avait intégré plusieurs anciennes chansons du folklore de Saint-Pierre, dont la très connue « *Nèg gen move manyè*», dans le répertoire de son groupe. Rappelons que cette chanson pierrotine a été popularisée chez nous, en 1961, d'abord par Toto Bissainthe et ensuite par le Jazz des Jeunes avec la voix du féerique chanteur Gérard Dupervil. Très attaché au folklore haïtien, « Général Jean-Baptiste », «*Latibonit O* », « *Wongòl O* » et tant d'autres encore faisaient partie des pièces préférées de Roland Pierre-Charles.

Notre frère était très apprécié des musiciens haïtiens qui avaient fui le pays dans les années 1960 pour s'établir à la Martinique. Félix Guignard, Kesnel Hall, Pierre Blain, Emilio Gay, Jacques Michelin, Gérard Antoine Noël, Joseph Prophète, Kébreau Jean et d'autres encore ont toujours salué en lui un ami sincère d'Haïti. Ceux de la génération des « mini jazz », qu'il s'agisse d'Yvon «Kapi » André, d'Yves Arsène Appolon, et d'autres encore, ne tarissent pas d'éloges sur notre «*chabin fondamental* ». C'est ce matin, dimanche 27 octobre, que Kapi, figure légendaire du Tabou Combo, m'a appelé pour me dire que Roland Pierre-Charles mérite bien l'hommage des Haïtiens.

Personnellement, Roland va beaucoup me manquer. Je prenais plaisir à parler à ce frère bien éduqué et bien poli de la culture haïtienne, de celle de la Martinique et surtout celle de Saint Pierre d'où étaient originaires ses parents. Bien qu'il eût passé une bonne partie de son enfance et de son adolescence et plus de la moitié de sa vie en France, son cœur était resté jalousement attaché à la Martinique. D'ailleurs, il répétait toujours non sans fierté: « *Moi, je suis Martiniquais et Pierrotin* ». Il était très fier de la Martinique et de Saint-Pierre, très fier de sa race, de sa culture, de la biguine, de la mazurka et des autres genres musicaux de la merveilleuse « île aux fleurs ». Rien, en ce qui a trait à l'histoire et à la culture de la Martinique et de Saint Pierre, ne lui échappait.

En fait, Roland était fier d'être Nègre. Il adorait tout ce qui était nègre. Il adorait Haïti et sa culture, pendant que « les fils dégénérés » du pays ont réduit sa si belle culture à sa plus simple expression. C'est Roland qui, en 2006, m'avait envoyé l'introuvable livre « Les Danses Folkloriques Haïtiennes » de l'ancien brillant ethnologue haïtien Michel Lamartinière Honorat et une vingtaine d'exemplaires du Bulletin du Bureau d'Ehtnologie d'Haïti. Je les ai depuis gardés comme des reliques. Evidemment, il adorait Aimé Césaire. Cependant, fol amoureux de l'École indigéniste, il aimait beaucoup Carl Brouard, Jean Brierre et d'autres poètes issus de ce merveilleux mouvement littéraire haïtien.

Par la mort de Roland Pierre-Charles, la Martinique a perdu un fils authentique et Haïti un fils adoptif. Le destin a voulu qu'il parte sans assister à la renaissance de notre « Haïti chérie ». Puisse Dieu, dans sa grande mansuétude, avoir pitié de cet admirable artiste et l'accueillir favorablement dans son ciel de gloire et de félicité.

Paix à ton âme, Roland!

Louis Carl Saint Jean
louiscarlsj@yahoo.com

Dimanche 27 octobre 2019

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 1

a defender of the people by attacking those he called the "System" of benefitting from "franchise douanière," exempt from paying duties at Customs on the millions of dollars of merchandise imported. Also, the three private energy providers to EDH *(Electricité d'Haïti),* as the State's electricity authority is called, are denounced for the exorbitant rates they charge the government for often providing "blackout." That is a reference to the perennial electricity blackouts in Port-au-Prince and surrounding suburbs as well as in other cities, like Les Cayes, the capital of Haiti's southern department, or mini state, which recently went three months without power.

Without any negotiation, as was done when the contracts were signed with the energy providers, the president said he ordered that the contracts be annulled. Moreover, the government is asking for restitution of certain amounts, yet to be determined. As for the duty-free benefits through Customs, all such "franchises" are revoked. In addition, the government said it will pursue two former ministers and a director general of EDH for having signed the onerous contracts.

Interestingly, *Sogener,* the electricity provider for Port-au-Prince, is being courted by the government after the tempestuous sortie of President Moïse against the company. After *Sogener* issued a communiqué announcing that it is running out of fuel and the motors of the firm will soon go dead, plunging Port-au-Prince in the dark, acting Prime Minister Jean-Michel Lapin asked EDH to do something for *Sogener*. Indeed, EDH put out a tweet Sunday (October 27) announcing that it's making a loan of 200,000 gallons of heavy fuel to *Sogener.* This, according to EDH, will permit the company to have enough fuel to operate for a week.

Ernest Pelistin farms near Sarrazin, not far from Mirebalais in the Central Plateau.

What will happen after a week? Will darkness envelop Port-au-Prince, just as it has in cities like Cap-Haitian, Les Cayes, and Gonaïves, Saint Marc and others that are in the dark all night and deprived of power during the day for any equipment, including refrigerators that depend on electricity? That's what happens to amateur presidents and his no less amateurish advisers when they don't weigh all the aspects of a situation before making their grand statements.

***While attacking those benefitting from duty-free at Customs and the State contractors for energy, President Moïse was silent about the cross-border contraband costing the country about $500 million a year.** As editor Leo Joseph reported last August 28, in a detailed article about the loss Haiti incurs on merchandise imported from the Dominican Republic via key border towns between the two countries, President Moïse acted as "Smuggler-in-Chief. Examples were given of trucks, with their registration plates and the identity of their chauffeurs, loaded with contraband merchandise that were stopped by *Polifront,* the Haitian border patrol Police. After waiting for a week for State attorneys to investigate, as the president had promised, the *Polifront* officials were instructed to desist and let go.

The situation at the border is so egregious that Senator Saurel Jacinthe, representing the Grand'-Anse region in Haiti's southwest, broke from the government and denounced the authorities as being a "mafia operation." It is the same senator that denounced the scandal of $500,000 distributed to five reticent senators of the PHTK ruling party last September to get a favorable vote for Fritz William Michel, the Prime Minister for whom President Moïse wanted Senate approval.

As reported, the Senate session never happened because four opposition senators had mobilized the people, including fierce-looking young men who invaded the Senate floor. We'll point out also that it was at that time that a senator of the majority, Jean Marie Ralph Féthière, was photographed with his gun drawn as he wounded Dieu-Nalio Chéry, a photo-journalist for Reuters and the Associated Press, as well as a Senate security guard.

RAJ, October 30, 2019

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

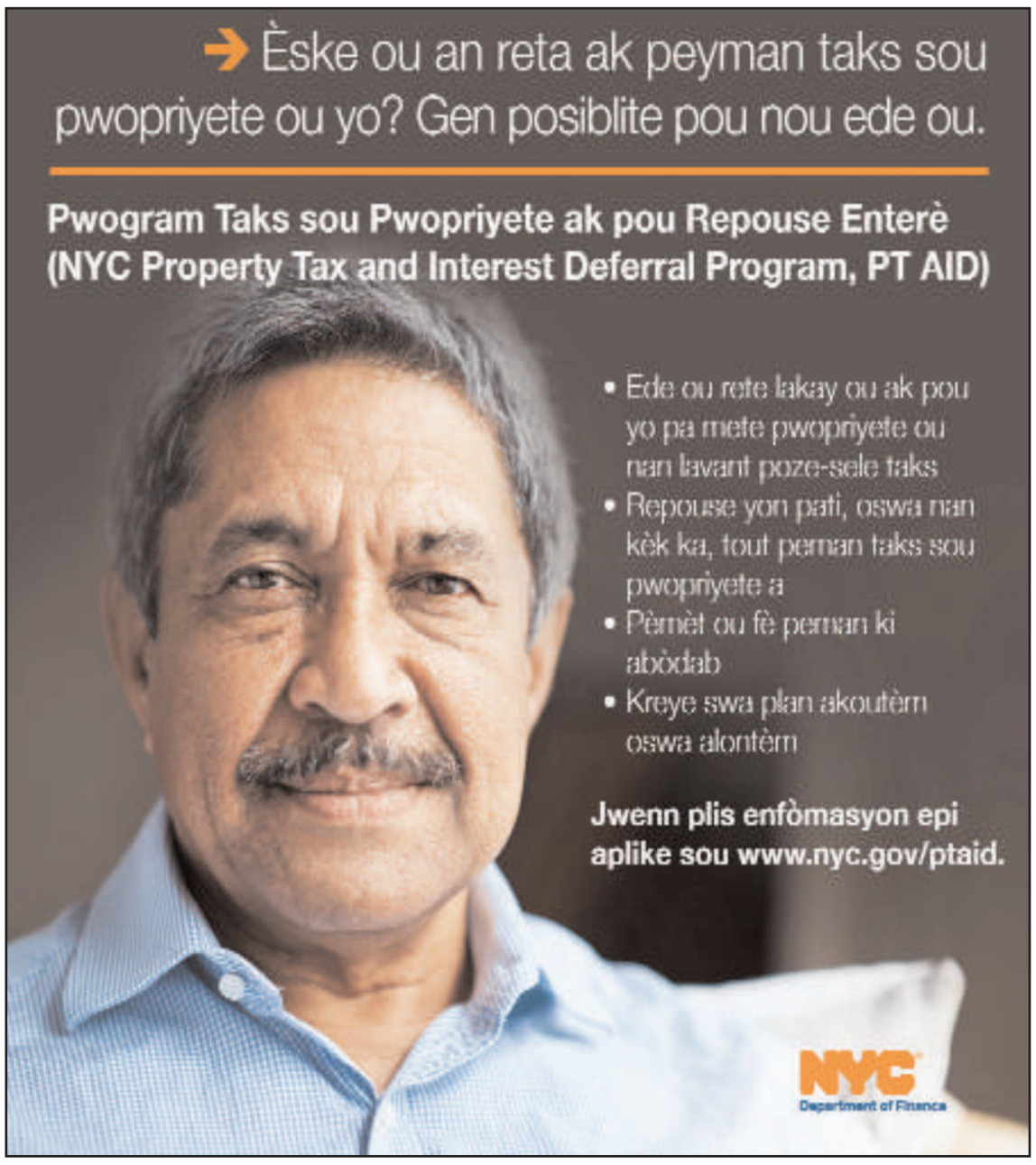
We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 15

Journal 30 octobre - 6 novembre 2019:HO 10/30/19 4:08 AM Page 16

NOUVELLES BRĒVES

Vote à la Chambre basse demain, procédure de mise en accusation du président Trump officielle

La présidente de la Chambre basse au Congrès américain, Nancy Pelosi, a annoncé lundi (28 octobre) qu'au cours d'une séance plénière demain (jeudi, 31 octobre), la mise en accusation, dite *"impeachment"* en anglait, du président Donald Trump passera du stade enquête à celui d'accusation formelle, suite à un vote de la Chambre au complet.

En effet depuis l'éclatement, il y a près de trois mois, du scandale de l'appel téléphonique du 25 juillet 2019, du président Trump à son homologue ukrainien, Voldymyr Zelensky, les démocrates, en majorité à la Chambre basse, ont entrepris une enquête tendant à inculper *(impeach)* le président américain.

Un vote officiel aura la vertu d'enlever aux républicains l'argument qu'il manque de transparence à l'enquête des démocrates qui ont déjà interviewé plusieurs individus ayant des informations susceptibles de clarifier les dessous de cette affaire qui pourrait coûter chère au chef d'État américain aux élections présidentielles de l'année prochaine, si, en disgrâce, il n'est pas contraint à démissionner.

De quoi s'agit-il? Tel que rapporté dans la presse, un mouchard officiel avait déclaré à qui de droit que le président Trump avait, en quelque sorte, causé une faute grave mettant en péril la sécurité nationale. Ā l'insu, sans doute, du président, on l'écoutait lors de sa conversation avec le président ukrainien. Suite aux fuites, on a appris que le président Trump avait demandé à son homologue ukrainien d'entreprendre une enquête sur Joseph "Joe" Biden et son fils Hunter, dans des démêlées qu'aurait eu le fils en Ukraine, alors qu'il siégeait au conseil d'administration d'une firme ukrainienne opérant dans le domaine énergétique. Il était question aussi que le père, alors vice-président dans l'administration Obama, aurait utilisé de son influence en faveur de son fils auprès des Ukrainiens.

On soulignera, qu'au cours de la conversation, le président Trump aurait laissé entendre à son homologue que les fonds déjà votés au Congrès US pour l'Ukraine pourraient être retenus en contrepartie de la faveur demandée. Il s'agit de la fameuse phrase du président Trump, savoir qu'il n'a pas eu de *"quid pro quo"*— (tu fais ceci, je ferai cela).

En tout cas, cette affaire, qui remonte à 2014, était classée, puisque rien d'anormal n'a été découvert. Mais, vu les indications donnant Joe Biden comme favori des démocrates à la veille des élections présidentielles aux États-Unis, pour faire face au candidat républicain, qui serait M. Trump, la demande de ce dernier au président d'un autre pays d'entreprendre une enquête sur un prétendu rival relève d'immixtion étrangère dans la campagne électorale à venir. Surtout après les démêlées de 2016 lorsqu'il était question des Russes utilisant de leur influence ainsi que leur technologie te peu concluante, mais n'ayant pas mis hors de cause le

Le président de la Chambre basse Gary Bodeau.

président.

Ayant une majorité écrasante à la Chambre basse, les démocrates auront assurément un vote favorable pour entreprendre l'enquête officielle qui pourrait produire les éléments clés en vue d'une inculpation formelle *(impeachment)* du président Tromp. Ā moins que les faits soient de nature irréfutable, même après l'inculpation, il reviendra au Sénat, à majorité républicaine, d'entreprendre le jugement du président. On doute que ces messieurs condamneront leur président. Aussi est-il fort probable que le président, se voyant coupable, choisisse de démissionner avant d'être jugé.

***Le lieutenant-colonel Alexander** en faveur du candidat Trump face à Hillary Clinton. On connait la suite de cette affaire qui a coûté des millions de dollars, suite à l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, enquête **Vindas pourrait causer des torts au président Trump.** Hier, mardi 29 octobre, cet officier, retraité avec honneur pour services rendus lors de la guerre d'Iraq, a témoigné en secret, par devant les comités de la Chambre basse, sous obédience démocrate, répondant aux questions relatives à ce qu'il avait entendu au cours de la conversation entre le président Trump et son homologue ukrainien, Voldymyr Zelensky.

Selon une dépêche de *l'Associated Press,* Vindman, qui travaille à la *National Security Agency*, chargée d'être les oreilles et les yeux du chef d'État en matière relevant de la sécurité de la nation, affirme qu'il suivait la conversation entre le président Trump et le président Zelensky et que ce qu'il avait entendu le tracassait. Ainsi s'est-il approché d'un conseiller de grade supérieur pour lui expliquer ses appréhensions. Par ailleurs, il a ajouté qu'il n'est pas le fameux mouchard qui avait, en tout premier lieu, dénoncé les agissements du chef de l'État.

Ā souligner que Vindman, né en Ukraine et ayant émigré aux États-Unis avec ses parents à l'âge de trois ans, est apte à comprendre les nuances des deux langues. Il peut bien expliquer comment le président Trump laissait entendre à son homologue qu'un don de quatre cents millions de dollars (400 000 000,00 $) des EU pour aider l'Ukraine dans ses différends avec la Russie, l'ancien colon, pourrait être ajourné, en attendant l'accomplissement de la faveur à lui demandée, savoir l'enquête sur les Biden. Ainsi, il y avait vraiment du *"quid pro quo"*. En tout cas, il n'est que d'attendre le déballage en public.

***Que viennent-ils faire à Washington?** C'est la question qu'on nous a posée, et ceci de la part de plusieurs sources qui ont rapporté l'arrivée à Washington hier. mardi après-midi (29 octobre), de deux sénateurs de l'opposition, savoir Ēvalière Beauplan, du Nord'Ouest, et Nènel Cassis, des Nippes. Ont-ils été sollicités? Par qui et pour quoi faire? On le saura, car nous ne croyons pas qu'à ce tournant de la lutte, ces messieurs accepteraient de "dialoguer" avec "le diable" pour quoi que ce soit.

***Entre-temps, on soulignera que le président de la Chambre basse, Gary Bodeau, a changé de langage, indiquant que le président Jovenel Moïse ne peut plus compter sur lui.** Dans

Le président américain Donald Trump.

une entrevue au quotidien *Le Nouvelliste,* parue lundi, 28 octobre, sous la plume de Roberson Alphonse, M. Bodeau, comme l'ex-Premier Ministre Evans Paul, dit K-Plim, avant lui, avance qu'"*Haïti est pratiquement un bateau à la dérive"* et que *"le départ du président peut être une option"*.

Gary Bodeau ne saurait être plus direct quand il dit: *"Le président a dit qu'il n'est pas attaché à un mandat, qu'il le prouve. Nous prenons le président au mot et nous pensons que des efforts doivent être consentis pour résoudre la crise parce que nous sommes au bord du chaos"*.

En ce sens, M. Bodeau va à l'encontre de Jovenel Moïse qui, deux jours plus tôt, avait déclaré lors d'une conférence de presse au Palais national, que sa démission entrainerait le chaos. Mais c'est bien sa présence au timon des affaires qui conduit le pays au chaos.

Et M. Bodeau de dire qu'il a eu des contacts avec l'"*Alternative"* et la *"Passerelle",* deux entités œuvrant à mettre sur pied un gouvernement de transition. D'ailleurs, le député Bodeau, lui aussi, a mentionné le maudit mot: "*Nous parlons de* ***transition.*** *Elle a déjà commencé. . . . Aujourd'hui, cette situation n'est plus soutenable. Elle n'est plus acceptable. Il faut que les leaders politiques haïtiens, que la société civile, le secteur privé, le secteur populaire, la jeunesse, l'ensemble des corps organisés du pays finissent par trouver un accord sur nos désaccords pour sortir le pays de cette crise. . ."*

N'est-ce pas qu'il a cité tous les secteurs qui demandent d'une seule voix que Jovenel Moïse "démissionne sans condition"? Et le plus tôt possible.

***Est-ce à quoi attribuer le sauve-qui-peut enregistré de certains parlementaires PHTK?** La nouvelle est tombée tard dans la nuit du 28 au 29 octobre, juste après minuit, en mode **"Dernière Heure, Scoop! Scoop!** Sur les réseaux sociaux, on lisait: *"Tous les députés et sénateurs partisans du pouvoir PHTK ont pris le maquis. Ils se terrent dans diverses planques pour être loin de la colère populaire"*.

Par exemple, on a mentionné que *"le management de l'Hôtel Oasis, sur instruction de Reynold Deeb, a foutu à la porte un nombre de Députés dont le fameux Benoît Laguerre. Le Député Alfredo de Kenscoff s'est vu refuser logement au Montcel où il voulait se terrer"*. On a beau attendu des démentis de part et d'autre, mais jusque hier soir (mardi) très tard au moment de mettre sous presse, aucun démenti.

Situation alarmante qui rappelle les derniers jours de la dictature trentenaire des Duvalier, quand les Tontons-Macoute se déshabillaient de l'uniforme "gros bleu" et se perdaient dans la nature, loin des foules qui exerçaient le *"déchoukage"*. Certains n'avaient pas échappé au "Père Lebrun" que vantait un certain prêtre, depuis défroqué.

Que ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent!

Pierre Quiroule II, 30 octobre 2019

En République dominicaine, un candidat à la présidence qui se détache des autres

Suite aux élections primaires en République dominicaine un peu plus tôt ce mois-ci, un candidat aux présidentielles 2020 fait parler de lui, déjà comme le prochain chef d'État dominicain. C'est bien Luis Abinader, qui a remporté la palme comme candidat du Parti révolutionnaire moderne (PRM), auparavant Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) dont feu Francisco Peña Gomez fut une figure de proue.

Vu que Leonel Fernandez, ex-président de la République, arrivait en troisième position lors des primaires du Parti dominicain de la libération (PLD), parti au pouvoir, il s'est offusqué et a lancé un nouveau parti, La Fuerza del Pueblo (LFP) ou La Force du peuple. Ce faisant, un divorce politique s'est opéré entre lui et le président sortant, Danilo Medina, qui appuyait un autre candidat. La « *division dans le camp des Grecs* », pour ainsi dire, ne fait que renforcer la position de Luis Abinader se présentant comme le réformateur qu'il faut à ce moment précis. Selon les sondages, quelque 58 % de l'électorat optent pour un changement.

Lors de la Convention nationale extraordinaire des délégués du PRM, le 25 octobre, à Santo Domingo, la capitale, Luis Abinader, économiste, 55 ans, a déclaré que sa campagne vise à remplacer la « *Mauvaise politique* » du PLD, au pouvoir depuis une vingtaine d'années, par la « *Bonne politique*» qui prendra en compte l'intérêt du peuple, pas celui des autorités au pouvoir. En fait, dit-il, dès le début, on verra la différence parce ce que «*notre maison est bâtie sur le roc*».

Pourquoi se croit-il prêt à assumer la présidence de son pays ? Il répond :

« *Parce que je suis convaincu que je peux apporter un changement radical* » au pays.

Parce que que je suis convain-

Luis Abinader.

cu que je peux offrir des opportunités à tous les Dominicains.

Parce que je suis convaincu que je peux agir de façon que la prospérité soit l'apanage de tous.

Parce que je suis convaincu que je peux offrir la sécurité, les emplois et des salaires dignes pour toutes les familles du pays. Et davantage.

Pour tout réaliser, en partant il déclare la guerre à la corruption, disant que selon une étude, il est dit que la République dominicaine est « *le second pays le plus corrompu de l'Amérique latine* ». Prenant une pause, il pose la question : «*Qu'en pensez-vous ?* » Et M. Abinader de répondre : « *J e crois que c'est le numéro 1. Nous avons du travail à faire* ». En terminant, il dit : « *Le changement arrive et le PLD* (Parti au pouvoir) *s'en va* ».

Ā la semaine prochaine pour de plus amples détails.

***Pour les Haïtiano-américains : Ā ne pas oublier que mardi prochain, 5 novembre, il y aura des élections dans l'État de New York. Les bureaux de vote seront ouverts de 6 h am à 9 h pm. Ā Brooklyn, il faudra confirmer Farah Louis comme «membre du Conseil » représentant le 45e District.**

POESIE

ERZULIE

Ayti
Là d'où je viens,
Le Soleil brille de mille éclats,
Là d'où je viens,
La terre craquelle sous les pas des sans-le-sou,
Là d'où je viens,
La misère danse avec le Baron,
Là d'où je viens,
La mer est bleue émeraude,
Là d'où je viens,
L'espoir est ailleurs,
Là d'où je viens,
La mort est vivante.

David Bongard